

**Réponses du Transporteur  
à la demande de renseignements numéro 2  
de la Régie de l'énergie  
(« Régie »)**



1 **DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N<sup>o</sup> 2 DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE (LA RÉGIE) RELATIVE À**  
2 **LA DEMANDE DU TRANSPORTEUR DE MODIFICATION DES TARIFS ET CONDITIONS**  
3 **DES SERVICES DE TRANSPORT POUR L'ANNÉE 2017**

---

4 **ORGANIGRAMME**

- 5
- 6 **1. Références :** (i) Pièce [B-0007](#);  
7 (ii) Dossier R-3934-2015, pièce [B-0007](#);  
8 (iii) Dossier R-3903-2014, pièce [B-0007](#);  
9 (iv) Pièce [B-0042](#), p. 5 et 7.

10 **Préambule :**

11 (i) Le Transporteur présente l'organigramme d'Hydro-Québec TransÉnergie et celui de la  
12 Haute direction d'Hydro-Québec au 6 juin 2016. Ce dernier décrit les vice-présidences ainsi  
13 que les présidents des 4 grandes divisions d'Hydro-Québec.

14 (ii) Le Transporteur présente l'organigramme d'Hydro-Québec TransÉnergie au 24 avril  
15 2015 et celui de la Haute direction d'Hydro-Québec au 6 juillet 2015.

16 (iii) Le Transporteur présente l'organigramme détaillé d'Hydro-Québec TransÉnergie au  
17 7 juillet 2014 et celui de la Direction générale d'Hydro-Québec au 16 juin 2014.

18 (iv) Le Transporteur mentionne, à la page 5 de la pièce B-0042 :

19 *« Les données de l'année historique 2015 reflètent les données réelles de l'état des résultats*  
20 *réglementaires du Transporteur pour l'année 2015, telles qu'elles sont présentées dans le*  
21 *Rapport annuel 2015 du Transporteur. Ces données tiennent compte des ajustements*  
22 *suivants apportés à la structure organisationnelle à la fin de l'année 2015 :*

- 23 • *Création du groupe Développement de l'entreprise, planification stratégique et*  
24 *innovation;*
- 25 • *Transfert des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur*  
26 *vers le groupe Direction financière et contrôle;*
- 27 • *Transfert des actifs et des ressources de la direction Informatique du transport*  
28 *vers la vice-présidence Technologies de l'information et des communications*  
29 *(« VP TIC »).*

30 À la page 7 de cette même pièce, la note 2 précise :

31 *« Création du groupe Développement de l'entreprise, planification stratégique et innovation,*  
32 *transferts des actifs et des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur*  
33 *du Transporteur vers le groupe Direction financière et contrôle et de la direction*  
34 *informatique du transport du Transporteur vers la vice-présidence Technologies de*  
35 *l'information et des communications ».*

1 **Demandes :**

2 1.1 Veuillez produire, selon le même niveau de détail que ceux présentés à la référence  
3 (iii), les organigrammes d'Hydro-Québec TransÉnergie et de la Direction générale  
4 d'Hydro-Québec en vigueur au moment du dépôt du présent dossier et ceux en vigueur  
5 au moment du dépôt du dossier tarifaire R-3934-2015.

6 **R1.1**

7 **L'annexe A présente les organigrammes détaillés de la Direction générale**  
8 **d'Hydro-Québec et de la division Hydro-Québec TransÉnergie en vigueur au**  
9 **moment des dépôts du dossier R-3934-2015 et de la présente demande.**

10 1.2 Veuillez identifier, dans chacun de ces organigrammes, les structures et sous-structures  
11 visées par les différents transferts.

12 **R1.2**

13 **Les organigrammes détaillés présentés à l'annexe A identifient, par les**  
14 **références suivantes, les structures et sous-structures visées par les différents**  
15 **transferts :**

- 16 1. **Création du groupe Développement de l'entreprise, planification**  
17 **stratégique et innovation (« DEPSI ») ;**
- 18 2. **Transfert des ressources de la direction Planification financière et**  
19 **Contrôleur (« DPFC ») vers le groupe Direction financière et contrôle**  
20 **(« DFC ») ;**
- 21 3. **Transfert des actifs et des ressources de la direction Informatique du**  
22 **transport vers la vice-présidence Technologies de l'information et des**  
23 **communications (« VPTIC »).**

- 24 **2. Références :** (i) Pièce [B-0007](#);  
25 (ii) Pièce [B-0042](#), p. 5 et 7;  
26 (ii) [Code de conduite du Transporteur](#).

27 **Préambule :**

28 (i) L'organigramme de la Haute direction mentionne la Vice-présidente exécutive et chef  
29 de la direction financière.

30 (ii) Le Transporteur mentionne, à la page 5 de la pièce B-0042 :

31 *« Les données de l'année historique 2015 reflètent les données réelles de l'état des résultats*  
32 *réglementaires du Transporteur pour l'année 2015, telles qu'elles sont présentées dans le*  
33 *Rapport annuel 2015 du Transporteur 2. Ces données tiennent compte des ajustements*  
34 *suivants apportés à la structure organisationnelle à la fin de l'année 2015 :*

- 35 • *Création du groupe Développement de l'entreprise, planification stratégique et*  
36 *innovation;*

- 1       • *Transfert des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur*  
2       *vers le groupe Direction financière et contrôle;*
- 3       • *Transfert des actifs et des ressources de la direction Informatique du transport*  
4       *vers la vice-présidence Technologies de l'information et des communications*  
5       *(« VP TIC »).*

6       À la page 7 de cette même pièce, la note 2 précise :

7       « *Création du groupe Développement de l'entreprise, planification stratégique et innovation,*  
8       *transferts des actifs et des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur*  
9       *du Transporteur vers le groupe Direction financière et contrôle et de la direction*  
10       *informatique du transport du Transporteur vers la vice-présidence Technologies de*  
11       *l'information et des communications ».*

12       (iii) Le Code de conduite du Transporteur mentionne, entre autres :

13       « *3.1 Le présent Code de conduite vise à prévenir toute forme de traitement préférentiel par*  
14       *le Transporteur en faveur de ses entités affiliées, en régissant les comportements et les*  
15       *échanges d'employés et d'informations.*

16       *3.2 Le présent Code de conduite vise aussi à prévenir que les activités commerciales des*  
17       *entités affiliées du Transporteur soient financées, en tout ou en partie, par les clients du*  
18       *service de transport, en encadrant les transactions du Transporteur avec ses entités affiliées.*

19       [...]

20       *4.1 Le Transporteur est distinct des autres divisions et unités administratives réalisant les*  
21       *activités corporatives de la Société et ses filiales.*

22       *4.2 Les bureaux du Transporteur doivent être séparés physiquement de ceux de ses entités*  
23       *affiliées, à l'exception des personnes qui œuvrent au sein même du Transporteur et dont les*  
24       *activités ne sont pas réglementées en vertu de la Loi.*

25       [...]

26       ***Transactions avec des entités affiliées du Transporteur***

27       *4.19 Les actifs, les biens et les services, liés ou non à l'électricité, cédés ou fournis par le*  
28       *Transporteur à ses entités affiliées, doivent l'être conformément à la politique de prix de*  
29       *cession reconnue par la Régie et décrite à la section 5 du présent Code de conduite.*

30       *Lorsque des employés du Transporteur sont détachés auprès d'entités affiliées du*  
31       *Transporteur pendant certaines périodes, le coût de leurs services doit lui être remboursé*  
32       *conformément à la politique de prix de cession reconnue par la Régie et décrite à la section*  
33       *5 du présent Code de conduite.*

34       *4.20 Les actifs, les biens et les services, liés ou non à l'électricité, qui sont acquis par le*  
35       *Transporteur auprès d'entités affiliées du Transporteur doivent l'être conformément à la*

1 *politique de prix de cession reconnue par la Régie et décrite à la section 5 du présent Code*  
2 *de conduite.*

3 *Lorsque des employés des entités affiliées du Transporteur sont détachés auprès de celui-ci*  
4 *pendant certaines périodes, le coût de leurs services pour le Transporteur doit être conforme*  
5 *à la politique de prix de cession reconnue par la Régie et décrite à la section 5 du présent*  
6 *Code de conduite.*

## 7 **5. POLITIQUE DE PRIX DE CESSION**

8 *5.1 Les prix de cession utilisés lors de transactions impliquant le Transporteur et ses entités*  
9 *affiliées doivent correspondre au coût complet des biens ou services offerts, incluant un*  
10 *rendement sur les actifs utilisés pour fournir ces biens ou ces services en utilisant le taux du*  
11 *coût du capital alors en vigueur pour établir le rendement de la base de tarification du*  
12 *Transporteur.*

13 *S'il n'est pas possible de connaître avec précision le coût complet d'un bien ou d'un service*  
14 *fourni par une entité affiliée, le Transporteur doit préparer une estimation de ce coût*  
15 *complet, incluant une justification des hypothèses qu'il aura alors retenues.*

16 *5.2 Quant aux cessions d'actifs entre le Transporteur et ses entités affiliées et, dans le cas*  
17 *d'une filiale, s'il s'agit d'une filiale à 100 %, le prix de cession doit correspondre au coût*  
18 *comptable de ces actifs. Quand il y a présence de tiers, la cession s'effectue à un prix*  
19 *négocié.*

20 *5.3 Le Transporteur doit soumettre à la Régie, pour autorisation préalable, toute exception*  
21 *aux exigences des articles 5.1 et 5.2 et préciser en quoi elle est nécessaire et justifiée.*

## 22 **6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION DU CODE**

23 *6.1 Le directeur Commercialisation du Transporteur est responsable de l'application des*  
24 *règles énoncées dans le présent Code de conduite.*

25 *Il peut édicter des règles de gestion interne auprès des gestionnaires du Transporteur, que*  
26 *ceux-ci doivent appliquer et sur lesquelles ils doivent rendre des comptes.*

27 [...] ]

28 *6.4 Le directeur Commercialisation du Transporteur doit présenter annuellement à son*  
29 *président un rapport sur l'application du Code de conduite, accompagné d'une attestation de*  
30 *conformité de son Contrôleur.*

31 *Ce rapport annuel sur l'application du Code de conduite doit être déposé auprès de la*  
32 *Régie. »*

### 33 **Demandes :**

34 2.1 Veuillez confirmer que la direction Planification financière et contrôle correspond à la  
35 Vice Présidence exécutive et chef de la direction financière.

1 **R2.1**

2 **Les activités et les ressources de la DPFC ont été transférées à l'intérieur du**  
3 **groupe DFC, sous la nouvelle appellation de « Contrôleur HQT ». Dans**  
4 **l'organigramme de la haute direction présenté dans la pièce HQT-2, Document 1,**  
5 **le groupe DFC relève de la vice-présidente exécutive et chef de la direction**  
6 **financière. La DPFC ne correspond pas à cette vice-présidence, mais est plutôt**  
7 **intégrée à cette dernière.**

8 2.2 Veuillez expliquer en détail le transfert effectué à l'égard des actifs et des ressources  
9 du Contrôleur.

10 **R2.2**

11 **Concernant le transfert des activités et des ressources de la DPFC de la division**  
12 **HQT, l'ensemble des coûts afférents à cette direction ont été transférés au**  
13 **groupe DFC. Les coûts associés aux services rendus par cette direction sont**  
14 **facturés à coût complet au Transporteur, par le biais de la facturation interne**  
15 **des unités corporatives (Finances).**

16 **Le transfert expliqué ci-dessus n'a impliqué aucun transfert d'actifs, comme**  
17 **indiqué dans la réponse à la question 5.3.**

18 2.3 Veuillez confirmer que le Contrôleur ne relève plus du Transporteur.

19 **R2.3**

20 **Comme indiqué dans la réponse à la question 2.1, le Contrôleur HQT ne relève**  
21 **plus du Transporteur, ses activités et ses ressources ayant été transférées au**  
22 **groupe DFC. La mission et les fonctions du Contrôleur HQT sont néanmoins**  
23 **demeurées inchangées par suite de ce transfert.**

24 2.4 Veuillez préciser l'impact de ce changement eu égard à l'article 6.4 du Code de  
25 conduite qui stipule que la responsabilité de fournir l'attestation de conformité relève  
26 du Contrôleur du Transporteur.

27 **R2.4**

28 **Le changement de rattachement administratif du Contrôleur HQT n'a aucun**  
29 **impact sur l'application de l'article 6.4 du Code de conduite du Transporteur**  
30 **(« Code de conduite »). Comme indiqué dans la réponse à la question 2.3, la**  
31 **mission et les fonctions du Contrôleur HQT sont demeures inchangées suite**  
32 **au transfert de ses activités et de ses ressources au groupe DFC.**

33 2.5 Veuillez préciser si la responsabilité de fournir l'attestation de conformité prévue à  
34 l'article 6.4 du Code de conduite relève toujours du Contrôleur.

35 **R2.5**

36 **La responsabilité de fournir l'attestation de conformité prévue à l'article 6.4 du**  
37 **Code de conduite relève toujours du Contrôleur HQT.**

38 2.5.1 Dans la négative, veuillez expliquer.

1 **R2.5.1**

2 **Sans objet.**

3 2.5.2 Dans l'affirmative, eu égard, notamment, aux objectifs du Code de conduite  
4 (articles 3.1 et 3.2), veuillez expliquer qu'un employé d'une entité « affiliée »  
5 du Transporteur (Annexe 1 du Code de conduite), puisse assumer la  
6 responsabilité de fournir l'attestation de conformité.

7 **R2.5.2**

8 **Comme indiqué dans la réponse à la question 2.3, la mission et les**  
9 **fonctions du Contrôleur HQT sont demeurées inchangées par suite de**  
10 **son transfert au groupe DFC (une entité affiliée du Transporteur selon**  
11 **l'annexe 1 du Code de conduite).**

12 **Ainsi, la responsabilité de fournir l'attestation de conformité par le**  
13 **Contrôleur HQT se fait dans le respect des objectifs du Code de conduite,**  
14 **notamment ceux mentionnés aux articles 3.1 et 3.2.**

15 2.6 Veuillez expliquer la manière dont le Directeur Commercialisation du Transporteur  
16 entend s'assurer de l'application des règles énoncées dans le présent Code de conduite,  
17 étant donné le transfert des ressources du Contrôleur à une entité autre que le  
18 Transporteur.

19 **R2.6**

20 **Les ressources du Contrôleur HQT visées par le Code de conduite demeurent**  
21 **assujetties à ce dernier malgré le changement de rattachement administratif.**

22 **Voir également la réponse à la question 2.3.**

23 2.7 Veuillez détailler, pour chaque transfert qui concerne le Transporteur, les prix de  
24 cession des actifs, des biens et des services.

25 **R2.7**

26 **Deux transferts ont eu lieu en 2015, ayant un impact sur les activités du**  
27 **Transporteur, soit celui concernant la DPFC vers le groupe DFC et de la**  
28 **direction Informatique du Transport, (« DIT ») vers la VPTIC.**

29 **Ces transferts ont été réalisés selon les coûts complets en conformité avec le**  
30 **Code de conduite. Ainsi, l'ensemble des coûts de ces directions ont été**  
31 **transférés et le Transporteur est facturé pour ces coûts par le biais de la**  
32 **facturation interne à coût complet.**

33 2.8 Veuillez détailler, en les identifiant, les activités, initialement sous la charge du  
34 Transporteur, visées par le transfert des actifs et des ressources de la direction  
35 Informatique du transport vers la vice-présidence Technologies de l'information et des  
36 communications («VPTIC»).



1 **R2.8**

2 **La DIT de la division HQT était responsable de gérer l'ensemble des**  
3 **technologies de l'information dans le domaine du transport de l'électricité.**  
4 **Elle avait pour mission d'assurer la mise en œuvre de la maintenance et de**  
5 **l'exploitation des systèmes informatiques. Ces activités ont été transférées à la**  
6 **VPTIC.**

7 **PRINCIPES RÉGLEMENTAIRES ET MÉTHODES COMPTABLES**

8 **Disjoncteurs de modèle PK**

- 9 **3. Références :** (i) Pièce [B-0013](#), p. 11;  
10 (ii) Pièce [B-0042](#), p. 8 et 9;  
11 (iii) Décision [D-2009-015](#), p. 30.

12 **Préambule :**

13 (i) *« La stratégie envisagée par le Transporteur consiste à conserver les résultats d'une*  
14 *répartition sur deux ans, soit la durée du projet, ce qui donnerait lieu, dans les faits, à un*  
15 *décalage d'un an des impacts sur les revenus requis. Pour ce faire, le Transporteur demande*  
16 *à la Régie d'autoriser une disposition sur deux ans des montants qui seront comptabilisés,*  
17 *sur la base des données réelles, au CFR – Disjoncteurs PK prioritaires et au CFR –*  
18 *Disjoncteurs PK résiduels. Si autorisées, ces modalités permettront de répartir les impacts*  
19 *sur les revenus requis sur deux ans avec des effets anticipés de 55,2 M\$ et de 55,8 M\$ en*  
20 *2017 et 2018 respectivement pour un grand total de 111,0 M\$ incluant les intérêts.*

21 *Les impacts des modalités de disposition demandées pour les deux CFR ont été reflétés dans*  
22 *la présente demande tarifaire en fonction des données projetées. Ces données seront ajustées*  
23 *selon les données réelles au 31 décembre des années 2016 et 2017, respectivement pour*  
24 *chacun des deux CFR visés, lors de la mise à jour des données afférentes aux revenus requis*  
25 *à la suite des décisions préliminaires ayant trait à la présente demande tarifaire et à la*  
26 *demande tarifaire suivante, selon les mêmes modalités de disposition que celles prévalant*  
27 *pour le CFR visant les projets non autorisés ».*

28 (ii) *« Le Transporteur considère que les différences entre le CFR autorisé dans la décision*  
29 *D-2016-077 et la nouvelle pratique comptable réglementaire demandée dans le cadre du*  
30 *présent dossier proviennent de la nature des frais à y verser et en particulier de l'année au*  
31 *cours de laquelle ces frais seront engagés.*

32 *En effet, le Transporteur rappelle que le CFR autorisé dans la décision D-2016-077 visait à*  
33 *couvrir les frais de 2016 qui n'ont pu être prévus dans les revenus requis du Transporteur*  
34 *pour cette même année. Ces frais sont décrits comme suit :*

- 35 • *la charge d'amortissement liée au retrait d'actifs découlant du remplacement des*  
36 *disjoncteurs PK visés par les travaux urgents et à la réduction de leurs durées de*  
37 *vie utile;*

- 1 • *la charge d'amortissement liée aux nouveaux disjoncteurs SF<sub>6</sub>;*
- 2 • *le rendement découlant de l'ajout, à la base de tarification du Transporteur, des*  
3 *nouveaux disjoncteurs à compter de leur mise en service, au taux applicable*  
4 *conformément aux décisions de la Régie;*
- 5 • *la charge d'amortissement, constatée pour l'année 2016, liée à la réduction des*  
6 *durées de vie utile des disjoncteurs résiduels et actifs connexes, nette de la*  
7 *réduction du rendement découlant de cette réduction des durées de vie utile.*

8 *Le Transporteur précise que la demande de création d'un second CFR, formulée dans le*  
9 *cadre du présent dossier, vise à comptabiliser la charge d'amortissement circonstancielle*  
10 *significative pour l'année 2017 liée exclusivement à la réduction des durées de vie utile et*  
11 *aux retraits des disjoncteurs résiduels et des actifs connexes, nette de la réduction du*  
12 *rendement en découlant (« Charge exceptionnelle pour l'année 2017 »), et particulièrement*  
13 *à en permettre la disposition sur 2 ans, soit la durée du projet visé au dossier R-3968-2016,*  
14 *à compter de l'année 2017 ». [nous soulignons]*

15 (iii) *« La Régie accepte, sous réserve des précisions qui suivent, la proposition du*  
16 *Transporteur de modifier la règle existante et de comptabiliser, sauf exception, dans les*  
17 *charges de l'année où ils sont constatés, les coûts nets découlant des retraits d'actifs.*

18 *La Régie accepte également l'approche proposée par le Transporteur d'inclure dans les*  
19 *charges de l'année témoin projetée une projection des coûts découlant des retraits d'actifs*  
20 *anticipés pour l'année à venir.*

21 *La Régie considère que l'adoption de la nouvelle règle visant à comptabiliser les coûts nets*  
22 *reliés aux retraits d'actifs à la dépense de l'année où ils sont constatés ne dispense pas le*  
23 *Transporteur de justifier les retraits d'actifs proposés et de requérir une décision de la Régie*  
24 *aux fins de leur inclusion dans les tarifs. Pour les cas d'ordre exceptionnel, la période*  
25 *d'amortissement pourra être fixée selon les circonstances, sans toutefois excéder 5 ans.*

26 *Ainsi, l'approche retenue atténuée, de façon significative, la problématique de rémunération*  
27 *d'actifs non utiles à la prestation du service tout en préservant la discrétion de la Régie*  
28 *d'ajuster la période de récupération dans les tarifs, lorsque jugé nécessaire ». [nous*  
29 *soulignons]*

30 **Demandes :**

31 3.1 Veuillez commenter la possibilité de disposer le CFR – *Disjoncteurs PK prioritaires* et  
32 le CFR – *Disjoncteurs PK*, sur trois, quatre et cinq ans en élaborant sur les avantages et  
33 inconvénients de chacun de ces scénarios.

34 **R3.1**

35 **L'avantage associé à une période de disposition plus longue consiste à lisser**  
36 **davantage les impacts sur les revenus requis.**

1           **Les inconvénients relèvent de l'accroissement du coût total versé aux revenus**  
2           **requis en raison de la comptabilisation, sur une période prolongée, de frais**  
3           **financiers aux comptes de frais reportés (« CFR ») relatifs aux disjoncteurs PK**  
4           **prioritaires et aux disjoncteurs PK résiduels, ainsi que du maintien, pendant une**  
5           **période plus longue, d'une rémunération d'actifs n'étant plus utiles à la**  
6           **prestation du service.**

7    3.2    Veuillez fournir les résultats annuels sur le revenu requis et ses composantes, à partir  
8           de l'année témoin 2017, d'une disposition du compte de frais reportés sur trois, quatre  
9           et cinq ans, toutes choses étant égales par ailleurs.

10   **R3.2**

11           **Le tableau R3.2 présente l'impact sur les revenus requis selon les modalités de**  
12           **disposition des CFR liés au remplacement des disjoncteurs PK, comme**  
13           **proposées dans la présente demande ainsi que selon les scénarios demandés,**  
14           **toutes choses étant égales par ailleurs. Les totaux et les écarts sont calculés à**  
15           **partir de données non arrondies.**

**Tableau R3.2**  
**Impact sur les revenus requis selon les modalités de disposition des CFR visés, comme**  
**proposées dans la présente demande ainsi que selon les scénarios demandés (M\$)**

	Solde au 31 déc. 2016	Solde au 31 déc. 2017	Versé aux revenus requis					Total
			2017	2018	2019	2020	2021	
<b>Modalités proposées</b>								
<b>Disjoncteurs PK prioritaires</b>			<b>24,6</b>	<b>25,0</b>	-	-	-	<b>49,6</b>
Amortissement du solde	49,2		24,6	24,6	-	-	-	49,2
Frais financiers sur le solde hors base			-	0,4	-	-	-	0,4
<b>Disjoncteurs PK résiduels</b>			<b>30,6</b>	<b>30,8</b>	-	-	-	<b>61,4</b>
Amortissement du solde		61,2	30,6	30,6	-	-	-	61,2
Frais financiers sur le solde hors base			-	0,2	-	-	-	0,2
<b>Impact sur les revenus requis</b>			<b>55,2</b>	<b>55,8</b>	-	-	-	<b>111,0</b>
<b>Modalités 3 ans</b>								
<b>Disjoncteurs PK prioritaires</b>			<b>16,4</b>	<b>16,8</b>	<b>16,5</b>	-	-	<b>49,7</b>
Amortissement du solde	49,2		16,4	16,4	16,4	-	-	49,2
Frais financiers sur le solde hors base			-	0,4	0,1	-	-	0,5
<b>Disjoncteurs PK résiduels</b>			<b>20,4</b>	<b>20,7</b>	<b>20,6</b>	-	-	<b>61,6</b>
Amortissement du solde		61,2	20,4	20,4	20,4	-	-	61,2
Frais financiers sur le solde hors base			-	0,3	0,2	-	-	0,5
<b>Impact sur les revenus requis</b>			<b>36,8</b>	<b>37,5</b>	<b>37,1</b>	-	-	<b>111,3</b>
<b>Modalités 4 ans</b>								
<b>Disjoncteurs PK prioritaires</b>			<b>12,3</b>	<b>12,9</b>	<b>12,7</b>	<b>12,4</b>	-	<b>50,3</b>
Amortissement du solde (note 1)	49,3		12,3	12,3	12,3	12,3	-	49,3
Frais financiers sur le solde hors base			-	0,6	0,4	0,1	-	1,1
<b>Disjoncteurs PK résiduels</b>			<b>15,3</b>	<b>15,7</b>	<b>15,7</b>	<b>15,4</b>	-	<b>62,2</b>
Amortissement du solde		61,2	15,3	15,3	15,3	15,3	-	61,2
Frais financiers sur le solde hors base			-	0,4	0,5	0,2	-	1,0
<b>Impact sur les revenus requis</b>			<b>27,6</b>	<b>28,6</b>	<b>28,4</b>	<b>27,9</b>	-	<b>112,5</b>
<b>Modalités 5 ans</b>								
<b>Disjoncteurs PK prioritaires</b>			<b>9,9</b>	<b>10,5</b>	<b>10,3</b>	<b>10,1</b>	<b>10,0</b>	<b>50,8</b>
Amortissement du solde (note 1)	49,3		9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	49,3
Frais financiers sur le solde hors base			-	0,7	0,5	0,3	0,1	1,6
<b>Disjoncteurs PK résiduels</b>			<b>12,2</b>	<b>12,7</b>	<b>12,8</b>	<b>12,6</b>	<b>12,4</b>	<b>62,7</b>
Amortissement du solde		61,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	61,2
Frais financiers sur le solde hors base			-	0,4	0,6	0,4	0,1	1,5
<b>Impact sur les revenus requis</b>			<b>22,1</b>	<b>23,2</b>	<b>23,2</b>	<b>22,7</b>	<b>22,3</b>	<b>113,5</b>

Note 1: Le solde de 49,3 M\$ tient compte de la capitalisation des frais financiers sur le solde hors base au taux d'intérêt moyen des obligations 5 ans à 1,947%.

1 3.3 Veuillez présenter l'impact tarifaire de chacun des scénarios mentionnés aux questions  
2 précédentes.

3 **R3.3**

4 Le tableau R3.3 présente, pour les scénarios visés par la réponse à la  
5 question 3.2, l'impact tarifaire à la marge par rapport au tarif de transport en  
6 vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, toutes choses étant égales par ailleurs.

**Tableau R3.3**  
**Impact tarifaire à la marge des scénarios demandés sur le tarif annuel de transport (\$/kW)**

	2017	2018	2019	2020	2021
Modalités proposées	1,29	1,31	-	-	-
Modalités 3 ans	0,86	0,88	0,87	-	-
Modalités 4 ans	0,65	0,67	0,67	0,65	-
1 Modalités 5 ans	0,52	0,54	0,54	0,53	0,52

2 3.3.1 Veuillez comparer et commenter les résultats présentés aux questions 3.2 et 3.3  
3 ci-dessus.

4 **R3.3.1**

5 **Voir la réponse à la question 3.1.**

6 3.4 Veuillez indiquer, concernant le CFR visé par la nouvelle pratique comptable  
7 réglementaire demandée dans le cadre du présent dossier (référence (ii)), les montants  
8 associés à chacune des composantes, soit :

- 9 • la charge d'amortissement liée à la réduction des durées de vie utile;
- 10 • la charge d'amortissement liée aux retraits des disjoncteurs résiduels et
- 11 des actifs connexes et
- 12 • la réduction du rendement.

13 **R3.4**

14 **Le Transporteur rappelle que la charge d'amortissement au montant de 64 M\$**  
15 **liée à la réduction des durées de vie utile et la charge d'amortissement liée aux**  
16 **retraits des disjoncteurs résiduels et des actifs connexes se regroupent**  
17 **ultimement dans la charge d'amortissement annuelle. Conséquemment, la**  
18 **valeur nette de ces actifs au 31 décembre 2017 sera nulle, puisque ces actifs**  
19 **auront été complètement retirés. L'effet induit de cet amortissement accéléré**  
20 **est une réduction du rendement sur la base de tarification de 2,8 M\$.**

21 **4. Référence :** Pièce [B-0042](#), p. 10 et 11.

22 **Préambule :**

23 *« Le projet de remplacement des disjoncteurs de modèle PK est le déclencheur de la révision*  
24 *des durées de vie utile des disjoncteurs de modèle PK. La durée de vie utile représente la*  
25 *période pendant laquelle on peut s'attendre à ce qu'un actif, seul ou en combinaison avec*  
26 *d'autres, contribue directement ou indirectement aux flux de trésorerie futurs de l'entreprise.*

27 [...]

1 *Le Transporteur soutient que cette réduction des durées de vie utile a un impact seulement*  
 2 *sur les années 2016 et 2017 puisque le projet prévoit que la totalité des disjoncteurs de*  
 3 *modèle PK sera remplacée au 31 décembre 2017.*

4 [...]

**Tableau 2**  
**Impact de la réduction des durée de vie utile des disjoncteurs de modèle PK**  
**sur la charge d'amortissement**

Révisions des durées de vie utile					
Catégorie et désignation	Année du changement	Ancienne durée de vie utile	Nouvelle durée de vie utile	Impact sur la charge d'amortissement (M\$)	
				Année de base	Année témoin
				2016	2017
63 disjoncteurs PK - travaux urgents (1)	2016	30 ans	8 mois	14,4	0,0
217 disjoncteurs PK - résiduels (1)	2016	30 ans	20 mois	32,5	54,1
Actifs connexes (2)	2016 / 2017	20 - 50 ans	8 - 24 mois	0,6	9,9
<b>Total</b>				<b>47,5</b>	<b>64,0</b>

(1) Inclus aux catégories d'immobilisations ayant une durée de vie utile de 30 ans.  
 (2) Inclus aux catégories d'immobilisations ayant des durées de vie utile entre 20 ans et 50 ans.  
 (3) Inclus dans le CFR autorisé dans la décision D-2016-077.  
 (4) Inclus dans le CFR demandé dans le cadre du présent dossier.

5 »

6 La Régie comprend que :

- 7 • un montant de 32,5 M\$ est associé à l'impact sur la charge d'amortissement de la
- 8 révision de durée de vie utile des disjoncteurs résiduels pour l'année de base
- 9 2016 et que celle-ci concerne une réduction de 30 ans à 20 mois;
  
- 10 • un montant de 54,1 M\$ est associé à l'impact sur la charge d'amortissement de la
- 11 révision de durée de vie utile des disjoncteurs résiduels pour l'année témoin 2017
- 12 et que celle-ci vise à ce que les disjoncteurs résiduels atteignent la fin de leur
- 13 durée de vie utile en 2017.

14 **Demandes :**

15 4.1 Veuillez confirmer la compréhension de la Régie en précisant notamment le nombre de

16 mois associé à l'impact sur la charge d'amortissement des disjoncteurs résiduels pour

17 l'année témoin 2017.

18 **R4.1**

19 **Le Transporteur a revu à la baisse la durée de vie utile des disjoncteurs de**

20 **modèle PK résiduels à partir du 1<sup>er</sup> mai 2016 afin que l'amortissement de ces**

21 **actifs se termine à la fin prévue de leur remplacement.**

1           **La valeur nette comptable au moment de la révision de la durée de vie a été**  
2           **répartie linéairement sur 20 mois, soit 8 mois en 2016 (mai à décembre 2016)**  
3           **et 12 mois en 2017 (janvier à décembre 2017).**

4    4.2    Veuillez expliquer que le montant de 54,1 M\$, associé à une réduction de vie utile  
5           (impact sur la charge d'amortissement en 2017) selon le nombre de mois identifié en  
6           réponse à la question précédente, soit substantiellement supérieur au montant de  
7           32,5 M\$ associé à une réduction de vie utile de 30 ans (ou l'âge moyen des disjoncteurs  
8           résiduels) à 20 mois.

9    **R4.2**

10           **L'amortissement révisé a pris effet le 1<sup>er</sup> mai 2016, générant une charge**  
11           **d'amortissement révisée de 8 mois en 2016 et de 12 mois en 2017.**

12    4.3    Veuillez fournir l'âge moyen des disjoncteurs PK prioritaires, des disjoncteurs PK  
13           résiduels et de l'ensemble des disjoncteurs PK faisant l'objet de la réduction de vie  
14           utile.

15    **R4.3**

16           **Âge moyen (en années) :**

- 17           • **Disjoncteurs PK prioritaires            25 ans**
- 18           • **Disjoncteurs PK résiduels                20 ans**
- 19           • **Total    21 ans**

20   **CHARGES NETTES D'EXPLOITATION**

- 21    **5. Références :** (i) Pièce [B-0042](#), p. 5;  
22   (ii) Pièce [B-0016](#), p. 12 et 13;  
23   (iii) Pièce [B-0016](#), p. 31, tableau 13;  
24   (iv) Dossier R-3934-2015, pièce [B-0015](#), tableau 7, p. 20.

25    **Préambule :**

26    (i)    Le Transporteur précise que :

27           « [...], lors d'un ajustement à la structure organisationnelle, les données financières sont  
28           ajustées seulement de façon prospective. Ainsi, le Transporteur n'est pas en mesure de  
29           fournir les données de l'année historique 2015 excluant les reclassements liés aux  
30           ajustements organisationnels décrits précédemment ». [nous soulignons]

31    (ii)    Au tableau 4, le Transporteur présente l'évolution de la force de travail de 2014 à 2015.

**Tableau 4**  
**Évolution de la force de travail de 2014 à 2015**

Force de travail M\$	2014				2015			
	Témoin <sup>1</sup>	D-2014-045 <sup>1</sup>	Année de base <sup>1</sup>	Année historique <sup>1</sup>	Témoin <sup>1</sup>	D-2015-031 <sup>1</sup>	Année de base <sup>1</sup>	Année historique
Salaires de base	230,6	224,8	223,6	223,2	240,4	229,1	247,7	246,9
Temps supplémentaire	33,3	33,3	34,0	39,5	29,7	29,7	33,7	34,2
<b>Total</b>	<b>263,9</b>	<b>258,1</b>	<b>257,6</b>	<b>262,7</b>	<b>270,1</b>	<b>258,8</b>	<b>281,4</b>	<b>281,1</b>
ETC	2 995	2 919	2 925	2 919	3 035	2 895	3 045	3 049
Impact théorique Décisions		(76)				(140)		

<sup>1</sup> Reclassé suite au transfert des actifs et des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur du Transporteur vers le groupe Direction financière et contrôle et de la direction Informatique du transport du Transporteur vers la vice-présidence Technologies de l'information et des communications.

1

2 Le Transporteur mentionne, par ailleurs :

3 « Dans la décision D-2015-017 rendue en mars 2015, basant ses conclusions sur l'évolution  
4 des données historiques du Transporteur, la Régie "estime qu'un rééquilibrage de la  
5 prévision de la masse salariale est nécessaire. En conséquence, elle réduit cette prévision  
6 d'un montant de 14 M\$ pour l'année témoin 2015". Compte tenu de cette réduction  
7 correspondant à 140 ÉTC théoriques et du reclassement lié aux ajustements organisationnels  
8 de 243 ÉTC, le niveau reconnu par la Régie pour l'année témoin 2015 s'établit à 2 895 ÉTC  
9 soit 24 ÉTC de moins que l'année historique 2014 de 2 919 ÉTC. » [nous soulignons]

10 (iii) Au tableau 13, le Transporteur présente l'évolution des ÉTC pour la période 2015 à  
11 2017.

12 (iv) Au tableau 7, le Transporteur présente son effectif en ÉTC pour la période 2014 à  
13 2016. L'évolution de l'effectif total se présente comme suit :

**Tableau 7**  
**Effectif en équivalent temps complet annuel**

Composantes	Année historique 2014	Année de base 2015	Année témoin 2016
<b>Total</b>	<b>3 162</b>	<b>3 288</b>	<b>3 297</b>
<b>Permanent</b>	<b>2 840</b>	<b>3 025</b>	<b>3 075</b>
<b>Temporaire</b>	<b>322</b>	<b>263</b>	<b>222</b>

14

15 **Demandes :**

16 5.1 La Régie constate que les données de l'année historique 2015 ont été reclassées.  
17 Veuillez expliquer, dans ce contexte, ce que le Transporteur entend par « les données  
18 financières sont ajustées seulement de façon prospective » (référence (i)).

19 **R5.1**

20 **Les données de l'année historique 2015 tiennent compte des ajustements**  
21 **organisationnels effectués durant l'année historique 2015.**

22 **À titre d'exemple, lors d'un transfert d'activités du Transporteur vers un**  
23 **fournisseur de services partagés, le Transporteur est en mesure de déterminer**



1 à ce moment les ressources financières impliquées. Le Transporteur peut alors  
2 identifier l'impact avant et après le transfert. Subséquemment, le Transporteur  
3 n'est plus en mesure de faire un suivi comptable des données avant les  
4 transferts puisque ces données sont désormais sous la responsabilité du  
5 fournisseur de services partagés. Ainsi, le Transporteur ne peut connaître le  
6 coût réel 2015 avant le transfert, d'où la mention d'un suivi prospectif.

7 À la référence (ii), afin de rendre comparable les données entre elles pour fins  
8 d'analyse, le Transporteur a redressé les données liées à la force de travail  
9 apparaissant à la note 1 de la référence (ii). Les redressements ont été faits de  
10 façon rétroactive sur une base fixe dans le temps, selon les données connues  
11 au moment du transfert, soit les données de l'année historique 2015. Voir à cet  
12 effet la réponse à la question 5.2.

13 5.2 Veuillez fournir les informations suivantes selon le format des tableaux ci-dessous.

Évolution de la force de travail de 2014 à 2015

Force de travail M\$	2014				2015			
	Témoin	D-2014-049	Année de base	Année historique	Témoin	D-2015-031	Année de base	Année historique
Salaires de base								
Temps supplémentaire								
Primes et revenus divers								
Avantages sociaux <sup>2</sup>								
Impact Transferts <sup>1</sup>								
<b>Total</b>								
ÉTC	2 995	2 919	2 925	2 919	3 035	2 895	3 045	3 049
Impact théorique Décisions		(76)				(140)		
Impact Transferts <sup>1</sup>								

<sup>1</sup> Transfert des actifs et des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur du Transporteur vers le groupe Direction financière et contrôle et de la direction informatique du transport du Transporteur vers la vice-présidence Technologies de l'information et des communications.

<sup>2</sup> Autres que le coût de retraite

14  
15 *Tableau établi sur la base du tableau 4 de la pièce [B-0016](#), page 12.*

Évolution des ÉTC

Composantes	Année témoin 2017 vs Autorisé 2016 D-2016-046	Année témoin 2017 vs Année historique 2015
<b>Évolution des ÉTC</b>		134
Croissance des besoins		83
<i>Dont: Optimisation du recours au temps supplémentaire</i>		64
Mise à niveau de la maintenance		39
Implantation, application et maintien des normes CIP		12
Transfert 1) Planification financière et Contrôleur vers Direction financière et contrôle		
Transfert 2) Informatique du transport vers VPTIC		
Transfert 3) Création du Groupe Développement de l'entreprise, planification stratégique et innovation		
Transfert 4) Bureau du contrôleur de la VPTIC vers Direction financière et contrôle		
Transfert 5) Sécurité cybernétique vers la VPRH		
Transfert 6) Gestion documentaire vers les frais corporatifs		

16  
17 *Tableau établi sur la base du tableau 13 de la pièce [B-0016](#), page 31.*

- 1 **R5.2**  
2 **Les informations demandées sont présentées aux tableaux R5.2A et R5.2B.**

**Tableau R5.2A**  
**Évolution de la force de travail de 2014 à 2015**

Force de travail (M\$)	2014				2015			
	Témoin	D-2014-049	Année de base	Année historique	Témoin	D-2015-031	Année de base	Année historique
Salaires de base	254,4	248,6	247,4	247,0	264,2	252,9	271,5	246,9
Temps supplémentaire	34,1	34,1	34,8	40,3	30,5	30,5	34,5	34,2
Primes et revenus divers	26,1	26,1	17,9	20,3	18,7	18,0	18,6	19,7
Avantages sociaux <sup>2</sup>	49,2	46,7	48,2	47,8	51,0	49,0	57,5	53,9
Impacts transferts <sup>1</sup>	(30,1)	(30,1)	(30,1)	(30,1)	(30,1)	(30,1)	(30,1)	
Salaires de base	(23,8)	(23,8)	(23,8)	(23,8)	(23,8)	(23,8)	(23,8)	
Temps supplémentaire	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	
Primes et revenus divers	(1,3)	(1,3)	(1,3)	(1,3)	(1,3)	(1,3)	(1,3)	
Avantages sociaux <sup>2</sup>	(4,2)	(4,2)	(4,2)	(4,2)	(4,2)	(4,2)	(4,2)	
<b>Total</b>	<b>333,7</b>	<b>325,4</b>	<b>318,2</b>	<b>325,3</b>	<b>334,3</b>	<b>320,3</b>	<b>352,0</b>	<b>354,7</b>

ÉTC <sup>3</sup>	2 995	2 919	2 925	2 919	3 035	2 895	3 045	3 049
Impact théorique Décisions		(76)				(140)		
Impacts transferts <sup>1</sup>	(243)	(243)	(243)	(243)	(243)	(243)	(243)	

<sup>1</sup> Transfert des actifs et des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur du Transporteur vers le groupe Direction financière et contrôle et de la direction informatique du transport du Transporteur vers la vice-présidence Technologies de l'information et des communications.

<sup>2</sup> Autres que le coût de retraite.

<sup>3</sup> Incluant les impacts des transferts et des décisions, s'il y a lieu.

**Tableau R5.2B**  
**Évolution des ÉTC sur l'horizon 2015 -2017**

Conciliation ÉTC	Année Témoin 2017	D-2016-029
<b>ÉTC - Année Témoin</b>	<b>3 183</b>	<b>3 297</b>
<b>(-)Transferts</b>		<b>(243)</b>
<i>Transfert 1) Planification financière et Contrôleur vers Direction financière et contrôle</i>		<i>(84)</i>
<i>Transfert 2) Informatique du transport vers VPTIC</i>		<i>(159)</i>
<b>ÉTC - Année Témoin (reclassés)</b>	<b>3 183</b>	<b>3 054</b>
<b>(-) Impacts théoriques Décision</b>		<b>(173)</b>
<i>Recalibrage des coûts de main-d'oeuvre</i>		<i>(140)</i>
<i>Mise à niveau de la maintenance</i>		<i>(45)</i>
<i>Changement du taux FEE 19% (D-2015-209)</i>		<i>12</i>
<b>Total</b>	<b>3 183</b>	<b>2 881</b>

	Année témoin 2017 vs D-2016-029	Année témoin 2017 vs Année historique 2015
<b>Évolution des ÉTC</b>	<b>302</b>	<b>134</b>
Coûts de main d'oeuvre pour effectifs déjà en place	140	
Croissance des besoins	113	83
<i>Dont : Optimisation du recours au temps supplémentaire</i>	<b>38</b>	<b>64</b>
Mise à niveau de la maintenance	39	39
Implantation, application et maintien des normes CIP	10	12

- 3 **Les transferts 3) à 6) correspondent à des ajustements organisationnels entre**  
4 **fournisseurs, sans impact sur les activités du Transporteur et sur ses CNE.**  
5 **Voir également la réponse à la question 6.2.**

1 5.3 Pour chaque ajustement apporté à la structure organisationnelle depuis septembre 2015,  
2 veuillez préciser, pour chaque unité du Transporteur concernée :

- 3 • la nature et la valeur des actifs transférés, en mentionnant le ou les postes
- 4 comptables concernés de la base de tarification;
- 5 • la nature et la quantité des ressources transférées;
- 6 • le budget de l'unité avant et après l'ajustement.

7 **R5.3**

8 **La base de tarification du Transporteur n'a pas été affectée par les transferts de**  
9 **de la DIT et de la DPFC puisque ces transferts n'ont impliqué aucun transfert**  
10 **d'actifs.**

11 **La réponse à la question 2.2 présente les ressources de la DPFC transférées**  
12 **tandis que la réponse à la question 2.8 présente les ressources transférées de**  
13 **la DIT.**

14 **Voir également les réponses aux questions 5.2 et 6.2.**

15 5.4 Veuillez préciser si le reclassement de 243 ÉTC cité à la référence (ii) représente  
16 l'écart entre les ÉTC de l'année historique 2015 (référence (ii)) et ceux de l'année de  
17 base 2015 (référence (iv)).

18 **R5.4**

19 **Le reclassement de 243 ÉTC cité dans la pièce HQT-6, Document 2 représente**  
20 **effectivement l'écart entre les ÉTC de l'année historique 2015 présentés dans le**  
21 **cadre du présent dossier et ceux de l'année de base 2015 présentés dans le**  
22 **cadre du dossier R-3934-2015.**

23 5.4.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer, parmi les 243 ÉTC, le nombre  
24 correspondant aux transferts effectifs de personnel de la direction Planification  
25 financière et Contrôleur du Transporteur vers le groupe Direction financière et  
26 contrôle et de la direction informatique du transport du Transporteur vers la vice-  
27 présidence Technologies de l'information et des communications.

28 **R5.4.1**

29 **Le nombre correspondant aux transferts effectifs de personnel pour :**

- 30 • la DPFC du Transporteur vers le groupe DFC est de 84 ÉTC ;
- 31 • la DIT du Transporteur vers la VPTIC est de 159 ÉTC.

32 5.4.2 Dans la négative, veuillez détailler les mouvements de personnel du Transporteur  
33 durant l'année 2015 (ex : transferts, départs, embauches...), en précisant les  
34 directions et les unités touchées par ces mouvements.

35 **R5.4.2**

36 **Sans objet.**

- 1 **6. Références :** (i) Pièce [B-0042](#), p. 7;  
 2 (ii) Pièce [B-0016](#), A6-1 à A6-6, p. 45 à 47;  
 3 (iii) Rapport annuel 2015 de HQT, pièce [HQT-2, Doc. 3](#), p. 4.
- 4 (i) Le Transporteur fournit le tableau portant sur l'évolution du revenu requis détaillé pour  
 5 la période 2015 à 2017. L'évolution des dépenses nécessaires à la prestation du service se  
 6 présente comme suit :

	Exercices terminés le 31 décembre					
	Année historique 2015	D-2015-046 <sup>1</sup>	Reclassement <sup>2</sup>	D-2015-046 reclassé	Année de base 2016	Année témoin 2017
<b>DÉPENSES NÉCESSAIRES À LA PRESTATION DU SERVICE</b>	<b>1 845,7</b>	<b>1 789,4</b>	<b>0,0</b>	<b>1 789,4</b>	<b>1 806,9</b>	<b>1 946,8</b>
<b>Charges nettes d'exploitation</b>	<b>719,8</b>	<b>691,1</b>	<b>0,0</b>	<b>691,1</b>	<b>703,9</b>	<b>761,9</b>
• <b>Charges brutes directes</b>	<b>531,2</b>	<b>540,9</b>	<b>(46,6)</b>	<b>494,3</b>	<b>502,7</b>	<b>561,1</b>
<b>Masse salariale</b>	<b>418,9</b>	<b>405,7</b>	<b>(33,7)</b>	<b>372,0</b>	<b>383,2</b>	<b>399,8</b>
Salaires de base	249,9	269,4	(24,2)	245,2	262,9	284,4
Temps supplémentaire	34,2	35,8	(0,8)	35,0	35,0	25,7
Primes et revenus divers	19,7	17,2	(1,2)	18,0	18,0	19,4
Régime de gestion de la performance	3,3	1,4	(0,4)	1,0	1,5	1,8
Autres	16,4	15,8	(0,8)	15,0	18,5	17,8
<b>Avantages sociaux</b>	<b>118,1</b>	<b>83,3</b>	<b>(7,5)</b>	<b>75,8</b>	<b>67,3</b>	<b>60,3</b>
Coût de retraite	84,2	30,4	(2,8)	27,8	15,3	13,8
Autres avantages sociaux	33,9	52,9	(4,9)	48,0	52,0	55,7
<b>Autres charges directes</b>	<b>112,3</b>	<b>135,2</b>	<b>(12,9)</b>	<b>122,3</b>	<b>119,5</b>	<b>162,3</b>
Dépenses de personnel et indemnités	12,3	10,6	(0,2)	10,4	12,3	13,1
Services externes	44,7	59,0	(2,6)	56,4	49,1	68,5
Stock, achats de biens, ressources financières, locations et autres	55,3	65,6	(10,1)	55,5	58,1	80,7
• <b>Charges de services partagés</b>	<b>374,3</b>	<b>336,6</b>	<b>38,6</b>	<b>375,2</b>	<b>381,2</b>	<b>379,8</b>
<b>Groupe Technologie</b>		<b>139,7</b>	<b>(139,7)</b>			
Technologies de l'information et des communications	152,4		155,3	155,3	164,7	153,6
Développement de l'entreprise, planification stratégique et innovation	12,5		12,7	12,7	12,7	12,5
Centre de services partagés	98,1	100,5	(2,8)	97,7	98,8	97,8
Unités corporatives	69,9	56,4	13,1	69,5	70,4	71,0
Hydro-Québec Équipement	10,3	14,3		14,3	14,5	14,6
Hydro-Québec Production	18,9	18,9		18,9	18,1	18,8
Hydro-Québec Distribution	11,6	10,7		10,7	10,7	12,2
Coût de retraite non réparti par produits	0,6	(3,9)		(3,9)	(8,7)	(0,7)
• <b>Coûts capitalisés</b>	<b>(156,4)</b>	<b>(153,7)</b>	<b>7,0</b>	<b>(146,7)</b>	<b>(148,3)</b>	<b>(149,0)</b>
Prestations de travail	(149,3)	(147,7)	7,0	(140,7)	(142,3)	(143,0)
Gestion de matériel	(7,1)	(6,0)		(6,0)	(6,0)	(6,0)
• <b>Facturation interne émise</b>	<b>(29,3)</b>	<b>(32,7)</b>	<b>1,0</b>	<b>(31,7)</b>	<b>(31,7)</b>	<b>(30,0)</b>
Services de téléconduite	(16,0)	(17,4)		(17,4)	(17,4)	(16,9)
Maintenance, exploitation des installations et services spécialisés	(7,8)	(10,0)	1,0	(9,0)	(9,0)	(7,7)
Refacturation d'espaces	(5,5)	(5,3)		(5,3)	(5,3)	(5,4)
<b>REVENUS REQUIS DU SERVICE DE TRANSPORT</b>	<b>3 179,5</b>	<b>3 112,6</b>	<b>0,0</b>	<b>3 112,6</b>	<b>3 114,1</b>	<b>3 305,8</b>

<sup>1</sup> Incluant la réallocation de la réduction en lien avec le paragraphe 46 de la décision D-2015-029.

<sup>2</sup> Création du groupe Développement de l'entreprise, planification stratégique et innovation, transferts des actifs et des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur du Transporteur vers le groupe Direction financière et contrôle et de la direction Informatique du transport du Transporteur vers la vice-présidence Technologies de l'information et des communications.

- 7
- 8 (ii) Le Transporteur présente, aux tableaux A6-1 à A6-3, les revenus de la vice-présidence  
 9 Technologies de l'information et des communications (VPTIC) en provenance des clients  
 10 réglementés, par produits et services, de 2015 à 2017.
- 11 Les tableaux A6-4 à A6-6 présentent les volumes afférents aux produits et services facturés  
 12 par la VPTIC aux clients réglementés de 2015 à 2017.
- 13 En particulier, les tableaux A6-3 et A6-6, décrivent respectivement les revenus 2017 en  
 14 provenance des clients règlementés et les volumes 2017 facturés à ces clients :

**Tableau A6-3  
Revenus 2017 en provenance des clients réglementés (M\$)**

Produits et services	Distributeur	Transporteur	Hydro-Québec	Ratio Réglementés/ Hydro-Québec
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>				
Poste de travail TIC	45,0	23,7	136,9	50,2%
Produits TIC d'entreprise	29,6	15,6	89,9	50,2%
Produits d'exploitation TIC	79,1	41,3	199,0	60,5%
Conduite du réseau	2,6	49,6	58,3	89,5%
Radios mobiles	13,5	3,2	20,1	83,1%
Postes et centrales	0,4	8,6	21,1	42,7%
Centres d'appels / consoles téléphoniques et autres	23,3	0,9	26,4	91,7%
Service de développement TIC	34,1	20,9	113,8	48,3%
<b>Total TIC</b>	<b>227,6</b>	<b>163,8</b>	<b>665,5</b>	<b>58,8%</b>

1

**Tableau A6-6  
Volumes 2017 facturés aux clients réglementés**

Produits et services	Bases de facturation	Volumes facturés			Ratio Réglementés/ Hydro-Québec
		Distributeur	Transporteur	Hydro-Québec	
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>					
Poste de travail TIC	Effectif (ETC)	5 784	3 049	17 596	50,2%
Produits TIC d'entreprise	Effectif (ETC)	5 784	3 049	17 596	50,2%
Conduite du réseau	Sites	4 634	127 188	147 612	89,3%
Radios mobiles	Appareils	3 415	1 208	6 193	74,6%
Service de développement TIC	Heures	190 476	111 402	580 355	52,0%

2

3 (iii) Au tableau 2, le Transporteur compare les résultats réglementaires réels aux revenus  
 4 requis 2015. Les dépenses nécessaires à la prestation de service y sont présentées, comme  
 5 suit :

**Tableau 2**  
**Comparaison détaillée des résultats réglementaires réels**  
**aux revenus requis 2015 (M\$)**

	D-2015-031	Ajustements organisationnels	D-2015-031 reclassé	Année historique	Historique vs D-2015-031 reclassé
<b>DÉPENSES NÉCESSAIRES À LA PRESTATION DU SERVICE</b>	<b>1 882,8</b>		<b>1 882,8</b>	<b>1 846,7</b>	<b>(37,1)</b>
<b>Charges nettes d'exploitation</b>	<b>706,6</b>		<b>706,6</b>	<b>719,8</b>	<b>14,3</b>
• <b>Charges brutes directes</b>	<b>553,9</b>	<b>(49,4)</b>	<b>504,5</b>	<b>531,2</b>	<b>26,7</b>
<b>Masse salariale</b>	<b>416,5</b>	<b>(36,0)</b>	<b>380,5</b>	<b>418,9</b>	<b>38,4</b>
Salaires de base	250,9	(23,8)	227,1	246,9	17,8
Temps supplémentaires	30,5	(0,8)	29,7	34,2	4,5
Primes et revenus divers	18,0	(1,3)	16,7	19,7	3,0
Régime de gestion de la performance	2,7	(0,4)	2,3	3,3	1,0
Autres	15,3	(0,9)	14,4	16,4	2,0
<b>Avantages sociaux</b>	<b>115,1</b>	<b>(10,1)</b>	<b>105,0</b>	<b>118,1</b>	<b>13,1</b>
Coût de retraite	66,1	(6,9)	59,2	64,2	4,0
Coût des avantages postérieurs à l'emploi autres que la retraite - retraite	8,0		8,0	11,1	3,1
Autres avantages sociaux	41,0	(4,2)	36,8	42,8	6,0
<b>Autres charges directes</b>	<b>137,4</b>	<b>(13,4)</b>	<b>124,0</b>	<b>112,3</b>	<b>(11,7)</b>
Dépenses de personnel et indemnités	11,5	(0,2)	11,3	12,3	1,0
Services externes	50,4	(5,1)	45,3	44,7	(0,6)
Stock, achats de biens, ressources financières, locations et autres	75,5	(8,1)	67,4	55,3	(12,1)
• <b>Charges de services partagés</b>	<b>341,2</b>	<b>40,9</b>	<b>382,1</b>	<b>374,3</b>	<b>(7,8)</b>
Technologies de l'information et des communications	126,5	30,2	156,7	152,4	(4,3)
Développement de l'entreprise, planification stratégique et innovation	12,8		12,8	12,5	(0,3)
Centre de services partagés	102,2	(3,1)	99,1	98,1	(1,0)
Unités corporatives	55,2	13,8	69,0	69,9	0,9
Hydro-Québec Équipement	16,6		16,6	10,3	(6,3)
Hydro-Québec Production	17,2		17,2	18,9	1,7
Hydro-Québec Distribution	10,7		10,7	11,6	0,9
Coût de retraite non réparti par produits				0,6	0,6
• <b>Coûts capitalisés</b>	<b>(159,9)</b>	<b>7,3</b>	<b>(152,6)</b>	<b>(156,4)</b>	<b>(3,8)</b>
Prestations de travail	(152,7)	7,3	(145,4)	(149,3)	(3,9)
Gestion de matériel	(7,2)		(7,2)	(7,1)	0,1
• <b>Facturation interne émise</b>	<b>(29,7)</b>	<b>1,2</b>	<b>(28,5)</b>	<b>(29,3)</b>	<b>(0,8)</b>
Services de téléconduite	(15,6)	0,3	(15,3)	(16,0)	(0,7)
Maintenance, exploitation des installations et services spécialisés	(8,6)	0,9	(7,7)	(7,8)	(0,1)
Reclustering d'espaces	(5,5)		(5,5)	(5,5)	
<b>REVENUS REQUIS DU SERVICE DE TRANSPORT</b>	<b>3 178,6</b>		<b>3 178,6</b>	<b>3 178,6</b>	

1

2 **Demandes :**

3 6.1 Veuillez expliquer les écarts entre les montants liés au reclassement à la référence (i) et  
4 ceux correspondant aux ajustements organisationnels à la référence (iii).

5 **R6.1**

6 **Les données présentées dans le complément de preuve<sup>1</sup> portent sur l'impact**  
7 **des ajustements organisationnels sur l'année autorisée 2015, tandis que celles**  
8 **présentées dans le Rapport annuel 2015 du Transporteur<sup>2</sup> portent sur l'année**  
9 **autorisée 2016. Le Transporteur a identifié, pour chacune de ces années, les**  
10 **coûts afférents prévus suite aux ajustements organisationnels qui avaient été**  
11 **inclus dans ses projections.**

12 6.2 Veuillez détailler les éléments explicatifs de chacun des montants apparaissant à la  
13 colonne Reclassement du tableau présenté en référence (i), sous les rubriques  
14 suivantes :

- 15 • Masse salariale;
- 16 • Services externes;
- 17 • Stock, achats de biens, ressources financières, locations et autres;

<sup>1</sup> Pièce HQT-14, Document 1, Tableau 1, page 7.

<sup>2</sup> Pièce HQT-2, Document 3, Tableau 2, page 4.

- 1 • Groupe Technologie et Technologies de l'information et des communications;
- 2 • Développement de l'entreprise, planification stratégique et innovation;
- 3 • Unités corporatives;
- 4 • Coûts capitalisés.

**R6.2**

**Le tableau R6.2 présente l'impact sur les charges nettes d'exploitation (« CNE ») des ajustements organisationnels réalisés affectant le Transporteur à la fin de l'année 2015.**

**Tableau R6.2  
Impact des ajustements organisationnels aux CNE autorisées 2016 (D-2016-046) (M\$)**

	Transporteur					Unités de services partagés		
	DPFC	DIT	Total activités HQT	Entre fournisseurs	Total référence (i)	Unités corporatives Finances	VPTIC	Total
Charges brutes directes	(11,7)	(34,9)	(46,6)	-	(46,6)	11,7	34,9	46,6
Masse salariale	(11,4)	(22,3)	(33,7)	-	(33,7)	11,4	22,3	33,7
Autres charges directes	(0,3)	(12,6)	(12,9)	-	(12,9)	0,3	12,6	12,9
Dépenses de personnel et indemnités	(0,1)	(0,1)	(0,2)	-	(0,2)	0,1	0,1	0,2
Services externes	(0,2)	(2,4)	(2,6)	-	(2,6)	0,2	2,4	2,6
Stock, achats de biens, ressources financières, locations et autres	-	(10,1)	(10,1)	-	(10,1)	-	10,1	10,1
Charges de services partagés	11,7	26,9	38,6	-	38,6	2,6	4,8	7,4
<i>Groupe Technologie</i>	-	-	-	(139,7)	(139,7)	-	-	-
<i>DEPSI</i>	-	-	-	12,7	12,7	-	-	-
<i>VP TIC</i>	(1,2)	29,5	28,3	127,0	155,3	1,2	2,2	3,4
<i>Centre de services partagés</i>	(0,8)	(1,5)	(2,3)	(0,5)	(2,8)	0,8	1,5	2,3
<i>Unités corporatives</i>	13,7	(1,1)	12,6	0,5	13,1	0,6	1,1	1,7
Coûts capitalisés	-	7,0	7,0	-	7,0	-	(7,0)	(7,0)
Facturation interne émise	-	1,0	1,0	-	1,0	(14,3)	(32,7)	(47,0)
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Concernant le transfert des activités et des ressources de la DPFC du Transporteur vers le groupe DFC, voir les réponses aux questions 2.2 et 2.7.**

**Pour ce qui est du transfert des activités et des ressources de la DIT du Transporteur, l'ensemble des coûts afférents à cette direction ont été transférés à la VPTIC. La VPTIC réunit l'ensemble des activités en informatique et en télécommunications d'Hydro-Québec. Comme mentionné à l'annexe 6 de la pièce HQT-6, Document 2, page 44, ce regroupement améliorera la qualité des services associés à ces fonctions stratégiques de l'entreprise et optimisera l'utilisation des ressources concernées. Les coûts associés aux activités transférées sont désormais facturés à coût complet par la VPTIC. Voir à cet effet les réponses aux questions 2.7 et 2.8.**

**Ces ajustements organisationnels n'ont engendré aucun impact sur les CNE du Transporteur puisqu'une diminution de la masse salariale et des autres coûts est compensée par une augmentation équivalente des charges de services partagés, comme présenté au tableau R6.2.**

**Concernant la colonne « Entre fournisseurs », celle-ci correspond aux ajustements organisationnels entre fournisseurs, sans impact sur les activités**

1 du Transporteur et sur ses CNE. Voici les impacts sur la présentation des  
 2 charges de services partagés :

- 3 • **Création du groupe DEPSI et de la VPTIC :**
  - 4 ○ **Dissolution du groupe Technologie (-139,7 M\$) ;**
  - 5 ○ **Création du groupe DEPSI (+12,7 M\$, pour les activités et**
  - 6 **ressources liées aux produits d'innovation technologique et de**
  - 7 **soutien technique en provenance de l'Institut de recherche**
  - 8 **d'Hydro-Québec (« IREQ ») ;**
  - 9 ○ **Création de la VPTIC (+127,0 M\$ pour les autres activités et**
  - 10 **ressources).**
- 11 • **Impact chez le Transporteur du transfert de la gestion documentaire du**
- 12 **Centre de services partagés (-0,5 M\$) aux unités corporatives (+0,5 M\$).**

13 6.3 Veuillez détailler, par unité concernée, les montants apparaissant à la colonne  
 14 Reclassement du tableau de la référence (i), en complétant le tableau suivant.

	Transporteur				Unités de services partagés						
	Direction concernée 1			Total	VPTIC	DEPSI	CSP	Unités corporatives			Total
	Unité A	Unité B	...					Finances	VPRH	Autres	
· Masse salariale				(33,7)							33,7
· Services externes				(2,6)							2,6
· Stock, achats de biens, ressources financières, locations et autres				(10,1)							10,1
· Coûts capitalisés				7,0							(7,0)
· Autres				0,8							(1,0)
<b>Total</b>				<b>(38,6)</b>	<b>15,6</b>	<b>12,7</b>	<b>(2,8)</b>	<b>13,1</b>			<b>38,6</b>

16 **R6.3**

17 **Voir la réponse à la question 6.2.**

18 6.4 Veuillez présenter, en ce qui a trait au Transporteur, les volumes afférents aux produits  
 19 et services transférés, selon le même niveau de détail que le tableau A6-6 de la  
 20 référence (ii).

21 **R6.4**

22 **L'impact des ajustements organisationnels sur les composantes des tableaux**  
 23 **A6-4 et A6-5 de l'annexe 6 de la pièce HQT-6, Document 2 sont présentés aux**  
 24 **tableaux R6.4A et R6.4B. Le tableau A6-6 n'est pas présenté, car les**  
 25 **ajustements organisationnels sont intégrés à la grille de charges de services**  
 26 **partagés 2017.**



**Tableau R6.4A**  
**Volumes 2015 facturés aux clients réglementés**  
**Impact des ajustements organisationnels**

Produits et services	Bases de facturation	Volumes facturés			Ratio Réglementés / Hydro-Québec
		Distributeur	Transporteur	Hydro-Québec	
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>					
Poste de travail TIC	Effectif (ETC)	-149	-243	-134	293,3%
Produits TIC d'entreprise	Effectif (ETC)	-149	-243	-134	293,3%
Conduite du réseau	Sites	-	-	-	-
Radios mobiles	Appareils	-	-	-	-
Service de développement TIC	Heures	106	79	27 061	0,7%

**Tableau R6.4B**  
**Volumes 2016 facturés aux clients réglementés**  
**Impact des ajustements organisationnels**

Produits et services	Bases de facturation	Volumes facturés			Ratio Réglementés / Hydro-Québec
		Distributeur	Transporteur	Hydro-Québec	
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>					
Poste de travail TIC	Effectif (ETC)	-149	-243	-149	263,1%
Produits TIC d'entreprise	Effectif (ETC)	-149	-243	-149	263,1%
Conduite du réseau	Sites	-	-	-	-
Radios mobiles	Appareils	-	-	-	-
Service de développement TIC	Heures	10 298	49 843	91 748	65,6%

- 1 6.5 Veuillez présenter l'impact des ajustements organisationnels sur les composantes des
- 2 tableaux A6-1 à A6-6 de la référence (ii) en complétant, pour l'année historique 2015,
- 3 l'année de base 2016 et l'année témoin 2017, les tableaux ci-dessous :

**Impact des ajustements organisationnels  
sur les revenus en provenance des clients réglementés (M\$)**

<b>Produits et services</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Transporteur</b>	<b>Hydro-Québec</b>	<b>Ratio Réglementés/ Hydro-Québec</b>
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>				
Poste de travail TIC				
Produits TIC d'entreprise				
Produits d'exploitation TIC				
Conduite du réseau				
Radios mobiles				
Postes et centrales				
Centres d'appels / consoles téléphoniques et autres				
Service de développement TIC				
<b>Total TIC</b>				
<b>Sécurité des TIC</b>				
Frais de mise en place				
Frais récurrents				
<b>Total Sécurité des TIC</b>				
<b>Innovation</b>				
Innovation technologique				
Soutien technique				
<b>Total Innovation</b>				
<b>Total - avant rendement</b>				

1

**Impact des ajustements organisationnels  
sur les volumes facturés aux clients réglementés**

Produits et services	Bases de facturation	Volumes facturés			Ratio Réglementés/ Hydro-Québec
		Distributeur	Transporteur	Hydro-Québec	
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>					
Poste de travail TIC	Effectif (ETC)				
Produits TIC d'entreprise	Effectif (ETC)				
Produits d'exploitation TIC					
Conduite du réseau	Sites				
Radios mobiles	Appareils				
Postes et centrales					
Service de développement TIC	Heures				
<b>Sécurité des TIC</b>					
Frais de mise en place					
Frais récurrents					
<b>Innovation</b>					
Innovation technologique	Heures				
Soutien technique	Heures				

1

2 **R6.5**

3

4

5

6

7

8

9

**L'impact des ajustements organisationnels sur les composantes des tableaux A6-1 et A6-2 de l'annexe 6 de la pièce HQT-6, Document 2 sont présentés aux tableaux R6.5A et R6.5B. Le tableau A6-3 n'est pas présenté, car les ajustements organisationnels sont intégrés à la grille de charges de services partagés 2017.**

**Concernant les tableaux A6-4 à A6-6 de cette même annexe, voir la réponse à la question 6.4.**

**Tableau R6.5A  
Revenus 2015 en provenance des clients réglementés  
Impact des ajustements organisationnels (M\$)**

<b>Produits et services</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Transporteur</b>	<b>Hydro-Québec</b>	<b>Ratio Réglementés /Hydro-Québec</b>
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>				
Poste de travail TIC	-1,1	-1,8	-1,0	294,0%
Produits TIC d'entreprise	-0,9	-1,3	-0,7	302,5%
Produits d'exploitation TIC	8,6	33,3	68,1	61,5%
Conduite du réseau	-	-	-	-
Radios mobiles	-	-	-	-
Postes et centrales	-	-	-	-
Centres d'appels / consoles téléphoniques et autres	-	-	-	-
Service de développement TIC	0,0	0,0	3,4	0,7%
<b>Total TIC</b>	<b>6,6</b>	<b>30,2</b>	<b>69,8</b>	<b>52,8%</b>

**Tableau R6.5B  
Revenus 2016 en provenance des clients réglementés  
Impact des ajustements organisationnels (M\$)**

<b>Produits et services</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Transporteur</b>	<b>Hydro-Québec</b>	<b>Ratio Réglementés /Hydro-Québec</b>
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>				
Poste de travail TIC	-1,2	-1,9	-1,2	261,1%
Produits TIC d'entreprise	-0,9	-1,5	-0,9	266,7%
Produits d'exploitation TIC	23,1	31,7	89,2	61,4%
Conduite du réseau	-	-	-	-
Radios mobiles	-	-	-	-
Postes et centrales	-	-	-	-
Centres d'appels / consoles téléphoniques et autres	-	-	-	-
Service de développement TIC	1,4	7,0	12,8	65,6%
<b>Total TIC</b>	<b>22,4</b>	<b>35,3</b>	<b>99,9</b>	<b>57,8%</b>

1 **CHARGES BRUTES DIRECTES**

- 2 **7. Références :** (i) Pièce [B-0042](#), p. 7;  
3 (ii) Pièce [B-0016](#), tableau 12, p. 30;  
4 (iii) Pièce [B-0016](#), p. 42;  
5 (iv) Dossier R-3706-2009, pièce [HQT-6, document 2](#), p. 15.

6 **Préambule :**

- 7 (i) Le Transporteur présente l'évolution du revenu requis sur la période 2015-2017.  
8 (ii) Au tableau 12, le Transporteur présente l'évolution de l'effectif en équivalent temps  
9 complet (ÉTC) annuel sur la période 2015-2017.  
10 (iii) À l'annexe 4, le Transporteur fournit le tableau portant sur l'évolution des coûts  
11 unitaires de main-d'œuvre sur la période 2015-2017.

12 (iv) « **3.1.5 Évolution de l'effectif**

13 *À la page 44 de sa décision D-2009-015, la Régie a demandé au Transporteur d'explicitier les*  
14 *règles applicables en matière de budgétisation des postes vacants et des ÉTC. Afin de*  
15 *répondre à cette préoccupation, le Transporteur tient à préciser que la définition utilisée par*  
16 *Hydro-Québec concernant un ÉTC est identique à celle utilisée par le Gouvernement du*  
17 *Québec<sup>3</sup>, que voici :*

18 *"Il est le rapport entre le traitement à l'échelle réellement versé à une personne par*  
19 *l'employeur au cours d'une année financière et le traitement annuel prévu à son classement.*  
20 *La rémunération des heures supplémentaires ainsi que les primes de fonction et les autres*  
21 *primes ne font pas partie du traitement à l'échelle. L'ETC reflète, pour ainsi dire, la*  
22 *proportion d'heures payées.*

23 *Par exemple, l'ETC pour une personne qui occupe un emploi à temps partiel, qui travaille à*  
24 *temps réduit ou qui est en lien d'emploi pendant une partie de l'année seulement sera*  
25 *diminué proportionnellement à la réduction du traitement qui lui a été versé. De façon*  
26 *analogue, l'ETC pour une personne en lien d'emploi qui s'absente sans traitement pendant*  
27 *toute une année sera égal à 0."*

28 *Le Transporteur présente également à chaque année sa propre définition dans son rapport*  
29 *annuel déposé à la Régie de l'énergie, à la pièce HQT-1, Document 5. Il s'agit du nombre*  
30 *d'heures rémunérées à temps régulier déclarées par l'employé dans le système Paie pour*  
31 *l'année civile (du 1er janvier au 31 décembre), divisé par le nombre d'heures que doit*  
32 *travailler l'employé durant une semaine multiplié par le nombre de semaines ouvrées dans*  
33 *l'année. Par conséquent, les ÉTC ne représentent aucun poste vacant dans la budgétisation*  
34 *des salaires de base et de la masse salariale. »*

35 Les tableaux mentionnés aux références (i) et (ii) permettent de déduire les valeurs suivantes  
36 pour la période 2015-2017 :

Composante	Unité	Année historique 2015		Année de base 2016		Année témoin 2017	
		Quantité	Réf.	Quantité	Réf.	Quantité	Réf.
<b>Effectif total</b>							
· Masse salariale hors coût de retraite, excluant le temps supplémentaire et les primes et revenus divers	M\$	300,8	(i)	314,9	(i)	340,1	(i)
· Effectif en équivalent à temps complet	ÉTC	3 049	(iii)	3 015	(iii)	3 183	(iii)
· Coût par ÉTC	k \$ / ÉTC	98,7		104,4		106,8	

1

2 Les tableaux mentionnés aux références (ii) et (iii) permettent de déduire les coûts suivants

3 pour la masse salariale hors coût de retraite, excluant le temps supplémentaire et les primes et

4 revenus divers :

	Année historique 2015			Année de base 2016			Année témoin 2017		
	ÉTC	Coûts unitaires de main-d'œuvre sans RRHQ (\$)	Masse salariale (M \$)	ÉTC	Coûts unitaires de main-d'œuvre sans RRHQ (\$)	Masse salariale (M \$)	ÉTC	Coûts unitaires de main-d'œuvre sans RRHQ (\$)	Masse salariale (M \$)
<b>Total</b>	3 049		<b>288,3</b>	3 015		<b>309,6</b>	3 183		<b>337,5</b>
Bureau	82	65 825	5,4	80	70 049	5,6	77	72 391	5,6
Métiers	1 528	81 199	124,1	1 488	89 606	133,3	1 627	91 823	149,4
Techniciens	579	95 615	55,4	562	101 880	57,3	581	105 321	61,2
Ingénieurs	335	119 571	40,1	343	129 174	44,3	357	135 842	48,5
Spécialistes	191	110 482	21,1	215	117 476	25,3	213	121 239	25,8
Professionnels	74	107 119	7,9	68	115 465	7,9	66	123 686	8,2
Cadres	260	132 123	34,4	259	138 830	36,0	262	148 469	38,9

5 **Demandes :**

6 7.1 Veuillez concilier la masse salariale hors coût de retraite, excluant le temps

7 supplémentaire et les primes et revenus divers de la référence (i) avec celle déterminée

8 ci-dessus à partir des références (ii) et (iii) pour la période 2015-2017 considérée en

9 préambule.

10 **R7.1**

11 **Le tableau R7.1 compare la masse salariale hors coût de retraite, excluant le**

12 **temps supplémentaire et les primes et revenus divers de la référence (i) avec**

13 **celle déterminée à partir des références (ii) et (iii) pour la période 2015-2017,**

14 **pour fins de conciliation.**

**Tableau R7.1**  
**Comparaison de la masse salariale hors coût de retraite, excluant le temps supplémentaire et les primes et revenus divers de la référence (i) avec celle déterminée à partir des références (ii) et (iii) pour la période 2015-2017**

	Année historique 2015			Année de base 2016			Année témoin 2017		
	Salaires de base	AV. sociaux sans RRHQ	Masse salariale Hors TS, Primes et sans RRHQ	Salaires de base	AV. sociaux sans RRHQ	Masse salariale Hors TS, Primes et sans RRHQ	Salaires de base	AV. sociaux sans RRHQ	Masse salariale Hors TS, Primes et sans RRHQ
Bureau	4,6	0,8	5,4	4,7	0,9	5,6	4,7	0,9	5,6
Métiers (incluant les répartiteurs)	105,7	18,4	124,1	111,1	22,2	133,3	124,9	24,5	149,4
Techniciens	47,2	8,2	55,4	47,7	9,5	57,3	51,2	10,0	61,2
Ingénieurs	34,1	5,9	40,1	36,9	7,4	44,3	40,5	7,9	48,5
Spécialistes	18,0	3,1	21,1	21,0	4,2	25,3	21,6	4,2	25,8
Professionnels	6,8	1,2	7,9	6,5	1,3	7,9	6,8	1,3	8,2
Cadres	29,3	5,1	34,4	30,0	6,0	36,0	32,5	6,4	38,9
Masse salariale hors coût de retraite, excluant le temps supplémentaire et les primes et revenus divers des références (ii) et (iii)	245,5	42,7	288,3	258,0	51,6	309,6	282,2	55,3	337,5
Ajustement dû au passage aux PCGR des États-Unis - APRA		11,1	11,1						
Masse salariale hors coût de retraite, excluant le temps supplémentaire et les primes et revenus divers des références (ii) et (iii) ajustée	245,5	53,8	299,4	258,0	51,6	309,6	282,2	55,3	337,5
Masse salariale hors coût de retraite, excluant le temps supplémentaire et les primes et revenus divers de la référence (i)	246,9	53,9	300,8	262,9	52,0	314,9	284,4	55,7	340,1
Écarts	1,4	0,1	1,4	4,9	0,4	5,3	2,1	0,4	2,5

1 **Les éléments de conciliation suivants permettent d'expliquer les écarts :**

- 2 • **Impact du passage aux Principes comptables généralement reconnus**  
3 **des États-Unis (« PCGR des États-Unis ») sur le coût des avantages**  
4 **postérieurs à l'emploi autres que la retraite – retraités (« APRA ») :**

5 **À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le coût des APRA est inclus dans le calcul**  
6 **du taux des avantages sociaux, comme précisé au dossier R-3934-2015<sup>3</sup>**  
7 **et au Rapport annuel 2015 du Transporteur<sup>4</sup>, en appui du chiffre concilié.**

- 8 • **Coûts de main-d'œuvre utilisée :**

9 **La masse salariale établie selon les références (ii) et (iii) utilise les**  
10 **salaires de base moyens ainsi que les avantages sociaux des employés**  
11 **actifs d'Hydro-Québec, alors que la masse salariale établie selon la**  
12 **référence (i) utilise quant à elle les coûts de main-d'œuvre qui sont**  
13 **propres au Transporteur. Quoique non significatifs dans leur ensemble,**  
14 **les écarts ainsi générés découlent de:**

- 15 ○ **la composition de la main-d'œuvre du Transporteur, notamment**  
16 **en termes :**
- 17 ■ **d'ancienneté des employés, dont le salaire de base évolue**  
18 **en fonction de la progression salariale des employés**  
19 **jusqu'à l'atteinte du maximum de la classe ;**
  - 20 ■ **de catégorie d'emploi, puisqu'un groupe d'emploi peut être**  
21 **composé de plusieurs catégories d'emploi ayant des**  
22 **salaires de base différents. À titre d'exemple, le groupe**  
23 **d'emploi Métiers comprend majoritairement les employés**  
24 **métiers qui ont un salaire de base inférieur aux employés**

<sup>3</sup> Pièce HQT-6, Document 2, Section 4.1.

<sup>4</sup> Pièce HQT-2, Document 3, Tableau 2, page 4.

1                                    **spécialistes, aux répartiteurs et aux employés support**  
2                                    **réseau.**

3                                    ○ **la fluctuation de la répartition des employés temporaires et**  
4                                    **permanents propre au Transporteur.**

5 7.2 Veuillez préciser si la définition d'un ÉTC, citée à la référence (iv), s'applique toujours  
6 pour le calcul des ÉTC pour la période 2015-2017 considérée en préambule.

7 **R7.2**  
8 **La définition d'un ÉTC, citée à la référence (iv), s'applique toujours pour le**  
9 **calcul des ÉTC pour la période 2015-2017 considérée en préambule.**

10 7.3 Veuillez expliciter la méthode de calcul des ÉTC théoriques du Transporteur pour  
11 chacune des années de la période 2015-2017, en précisant le coût unitaire moyen d'un  
12 ÉTC par groupe d'emploi à utiliser aux fins du calcul de la masse salariale.

13 **R7.3**  
14 **Le tableau R7.3A montre la méthode de calcul utilisée par le Transporteur pour**  
15 **établir les ÉTC théoriques découlant de la réduction demandée de 14 M\$ au**  
16 **niveau des CNE, conformément au paragraphe 231 de la décision D-2015-017.**

**Tableau R7.3A**  
**Méthode de calcul des ÉTC théoriques équivalents à la réduction de 14 M\$ des CNE**

Répartition théorique de la réduction des CNE de 14 M\$	R-3903-2014 Année témoin 2015		Réduction 14 M\$ (CNE)
	M\$	%	
Salaires de base	264,2	81,0%	11,3
Primes et revenus divers - Autres	16,0	4,9%	0,7
Avantages sociaux - Autres	46,0	14,1%	2,0
<b>Total</b>	<b>326,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>14,0</b>

ÉTC - Année Témoin 2015	3 278
-------------------------	-------

Salaires de base moyen (264,2 M\$ / 3 278 ÉTC)	80 598 \$
--	-----------

ÉTC théoriques équivalents à la réduction de 14 M\$ (D-2015-017) (11,3 M\$ / 80 598\$)	140
--	-----

17 **Ces données, soit le montant de 14 M\$ équivalant à 140 ÉTC théoriques, ont été**  
18 **utilisées par le Transporteur pour les années 2015 (suivi de décision**  
19 **D-2015-031) et 2016 (années témoin et autorisée (dossier tarifaire R-3934-2015 et**  
20 **décision D-2016-029) et année de base (présent dossier R-3981-2016).**

21 **Pour l'année témoin 2017, le Transporteur a établi le montant demandé de**  
22 **15,3 M\$ à partir du montant de 2015, soit 14 M\$, en tenant compte de**  
23 **l'ajustement économique provenant des augmentations salariales prévues aux**



1 conventions collectives et de l'ajustement lié à l'évolution de la main-d'œuvre  
2 projetée pour 2016 et 2017.

3 De plus, ces ÉTC étant déjà en place depuis 2015, le Transporteur a été en  
4 mesure d'établir la répartition des 140 ÉTC théoriques sur la base des écarts  
5 dégagés, par groupe d'emploi, entre les ÉTC réels 2015 et les ÉTC réels 2014.

6 Le tableau R7.3B présente le coût unitaire moyen d'un ÉTC par groupe d'emploi  
7 utilisé aux fins du calcul de la masse salariale, basé sur les coûts unitaires de  
8 main-d'œuvre 2015-2017 présentés à l'annexe 4 de la pièce HQT-6, Document 2.

**Tableau R7.3B**  
**Coût moyen d'un ÉTC par groupe d'emploi à utiliser aux fins du calcul de la masse salariale**

	Année historique 2015					Année de base 2016					Année témoin 2017				
	Salaire de base	AV. sociaux sans RRHQ	Total	140 ÉTC	Masse salariale	Salaire de base	AV. sociaux sans RRHQ	Total	140 ÉTC	Masse salariale	Salaire de base	AV. sociaux sans RRHQ	Total	140 ÉTC	Masse salariale
Métiers (incluant les répartiteurs)	70 904	12 337	83 241	87	7 241 975	76 080	15 216	91 296	87	7 942 732	78 781	15 441	94 222	87	8 197 283
Techniciens	83 904	14 599	98 504	5	492 519	87 093	17 419	104 511	5	522 557	90 185	17 676	107 861	5	539 304
Ingénieurs	102 077	17 761	119 838	20	2 396 760	107 997	21 599	129 597	20	2 591 930	113 937	22 332	136 269	20	2 725 371
Spécialistes	94 548	16 451	111 000	20	2 219 994	98 141	19 628	117 769	20	2 355 388	101 625	19 919	121 544	20	2 430 874
Cadres	112 541	19 582	132 123	8	1 056 986	115 692	23 138	138 831	8	1 110 645	124 138	24 331	148 469	8	1 167 750
<b>TOTAL</b>				<b>140</b>	<b>13 408 234</b>				<b>140</b>	<b>14 523 252</b>				<b>140</b>	<b>15 080 582</b>
Coût moyen unitaire de main-d'œuvre					95 773					103 738					107 718
					vs D-2015-031 : $\frac{14\ 000\ 000}{(591\ 766)}$					vs D-2016-029 : $\frac{14\ 000\ 000}{523\ 252}$					vs $\frac{15\ 300\ 000}{(219\ 418)}$

9 L'analyse présentée au tableau R7.3B confirme l'évaluation du Transporteur des  
10 montants associés au recalibrage des coûts de main d'œuvre pour les années  
11 2015 à 2017.

12 Pour expliquer les écarts observés dans ce tableau découlant de l'utilisation  
13 des coûts unitaires d'Hydro-Québec, voir la réponse à la question 7.1.

- 14 **8. Références :** (i) Pièce [B-0016](#), p. 11 et 14;  
15 (ii) Dossier R-3934-2015, pièce [B-0045](#), réponse 16.3.

16 **Préambule :**

17 (i) À la page 11, il est mentionné :

18 « *Le Transporteur intègre, dans le cadre du présent dossier tarifaire, une demande pour*  
19 *"Coûts de main-d'œuvre pour effectifs déjà en place" équivalente à 140 ÉTC théoriques et à*  
20 *15,3 M\$.* » [nous soulignons]

21 Au tableau 5 de la page 14, le Transporteur présente ses évaluations de la force de travail  
22 pour l'année autorisée 2016 reclassée et l'année de base 2016.

**Tableau 5**  
**Évaluation de la force de travail pour l'année 2016**

Force de travail M\$	2016		
	Témoin <sup>1</sup>	D-2016-029 <sup>1</sup>	Année de base
Salaires de base	258,5	245,2	262,9
Temps supplémentaire	35,5	35,0	35,0
<b>Total</b>	<b>294,0</b>	<b>280,2</b>	<b>297,9</b>
<b>ÉTC</b>	<b>3 054</b>	<b>2 881</b>	<b>3 015</b>
Impact théorique Décision		(173)	
Recalibrage coûts de main-d'œuvre		(140)	
Mise à niveau de la maintenance		(45)	
Changement de taux FEE 19 % (D-2015-209)		12	

<sup>1</sup> Reclassé suite au transfert des actifs et des ressources de la direction Planification financière et Contrôleur du Transporteur vers le groupe Direction financière et contrôle et de la direction informatique du transport du Transporteur vers la vice-présidence Technologies de l'information et des communications.

- 1
- 2 (ii) Le Transporteur présente les besoins additionnels en 2016 pour le Recalibrage des
- 3 coûts de main-d'oeuvre et la Mise à niveau maintenance, dont 18,2 M\$ en la masse salariale.

**Tableau R16.3**  
**Besoins additionnels par rubriques (M\$)**

	Recalibrage à la demande	Maintenance additionnelle et autres	Total
<b>Charges nettes d'exploitation</b>	<b>14,0</b>	<b>22,0</b>	<b>36,0</b>
• Charges brutes directes	14,0	19,4	33,4
Masse salariale	14,0	4,2	18,2
Autres charges directes		15,2	15,2
Dépenses de personnel et indemnités		1,8	1,8
Services externes		3,5	3,5
Stock, achats de biens, ressources financières, locations et autres		9,9	9,9
• Charges de services partagés		2,6	2,6
Centre de services partagés		1,4	1,4
Unités corporatives		1,0	1,0
Hydro-Québec Équipement		0,2	0,2

- 4
- 5 Sur la base des références (i) et (ii), la Régie constate que :

- 1 • pour l'année autorisée 2016, des réductions de la masse salariale de 18,2 M\$  
2 (référence (ii)) correspondent à des réductions de 185 ÉTC, soit 140 ÉTC plus  
3 45 ÉTC (référence (ii)), d'où un coût unitaire de 98 k\$/ÉTC;
- 4 • pour l'année témoin 2017, une hausse de 140 ÉTC est associée au montant de  
5 15,3 M\$ (référence (i)), d'où un coût unitaire de 109 k\$/ÉTC.

6 **Demandes :**

7 8.1 Veuillez concilier les variations ci-dessus de la masse salariale avec celles des ÉTC.

8 **R8.1**

9 **Le tableau R8.1 présente les variations de coûts unitaires moyen de masse**  
10 **salariale entre l'année autorisée 2016 selon la référence (ii) et l'année témoin**  
11 **2017 selon la référence (i) pour fins de conciliation.**

12 **Tableau R8.1**  
13 **Variations de coûts unitaires moyen - Année autorisée 2016 (référence ii) vs Année**  
14 **témoin 2017 (référence (i))**

	Année autorisée 2016			Année témoin 2017		
	Réduction d'ÉTC	Réduction de Masse salariale (M\$)	Coût unitaire moyen (k\$ / ÉTC)	ÉTC	Masse salariale (M\$)	Coût unitaire moyen (k\$ / ÉTC)
Mise à niveau de la maintenance	45	4,2	93	Note (1)	Note (1)	Note (1)
Recalibrage des coûts de main-d'œuvre	140	14,0	100	140	15,3	109
<b>Total</b>	<b>185</b>	<b>18,2</b>	<b>98</b>	<b>140</b>	<b>15,3</b>	<b>109</b>

15 Note (1) : Ne tient pas compte des 39 ÉTC (ou 3,2 M\$) additionnels requis pour la mise à niveau de la maintenance de l'année témoin 2017.

16 **Les éléments de conciliation des variations constatées au tableau R8.1 se**  
17 **résumant en deux points :**

- 18 • **Le coût unitaire moyen de mise à niveau de la maintenance, étant**  
19 **composé d'effectifs opérationnels (45 ÉTC métiers), s'établi à un niveau**  
20 **inférieur (93 k\$/ÉTC) à celui établi pour l'ensemble des effectifs liés au**  
21 **recalibrage des coûts de main-d'œuvre (140 ÉTC à 100 k\$/ÉTC).**
- 22 • **La variation 2016-2017 des coûts unitaires moyens liés au recalibrage**  
23 **des coûts de main-d'œuvre s'explique quant à elle par l'effet des**  
24 **ajustements économiques liés aux conventions collectives, des**  
25 **ajustements liés à l'évolution de la main d'œuvre projetée (facteur de**  
26 **projection) ainsi que par la hausse des salaires de base liée au nouveau**  
27 **plan d'évaluation des emplois métiers en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier**  
28 **2016 mais non inclus au dossier tarifaire 2016.**

29 8.2 Veuillez expliciter la méthode de calcul des ÉTC théoriques pour l'année autorisée  
30 2016, en précisant le coût unitaire moyen d'un ÉTC.

31 **R8.2**

32 **Voir la réponse à la question 7.3.**

- 1 **9. Références :** (i) Pièce [B-0042](#), p. 7;  
2 (ii) Rapport annuel 2015 de HQT, pièce [HQT-2, Doc. 3](#), tableau 2,  
3 p. 4;  
4 (iii) Dossier R-3934, pièce [B-0112](#), p. 4.

5 **Préambule :**

6 (i) Dans son complément de preuve, le Transporteur présente le détail du revenu  
7 requis 2015-2017. La masse salariale, excluant le coût de retraite, s'élève à 354,7 M\$  
8 (soit 418,9 M\$ moins 64,2 M\$).

9 (ii) Au tableau 2, le Transporteur compare les résultats réglementaires réels aux revenus  
10 requis 2015.

11 Pour l'année historique 2015, la Régie constate que :

12 • les ajustements organisationnels associés à la masse salariale excluant le coût de  
13 retraite s'élèvent à -30,1 M\$ (soit -36,0 M\$ plus 5,9 M\$);

14 • la masse salariale, hors coût de retraite et hors reclassement, s'établirait donc  
15 à 384,8 M\$ (soit 354,7 M\$ plus 30,1 M\$). [nous soulignons]

16 (iii) Dans le cadre du dossier tarifaire 2016, le Transporteur présente le détail du revenu  
17 requis 2014-2016 résultant de la décision D-2016-029. Pour l'année historique 2014, la Régie  
18 constate que la masse salariale, excluant le coût de retraite, est établie à 355,4 M\$ (soit  
19 411,4 M\$ moins 56,0 M\$). [nous soulignons]

20 La Régie constate un écart de 29,4 M\$ entre les années historiques 2015 (préambule (ii)) et  
21 2014 (préambule (iii)).

22 **Demandes :**

23 9.1 Veuillez justifier la hausse apparente de 29,4 M\$ entre l'année historique 2014 et  
24 l'année historique 2015, en la détaillant selon le type d'activité (ex : maintenance  
25 préventive additionnelle, normes CIP, hausses salariales, exploitation et maintenance  
26 du réseau, retard/avance dans la dotation d'ÉTC, etc.).

27 **R9.1**

28 **Les éléments suivants expliquent principalement la hausse de 29,4 M\$ de la**  
29 **masse salariale entre l'année historique 2014 et l'année historique 2015 :**

30 • **Hausse des salaires de base et des autres avantages sociaux de 34,0 M\$,**  
31 **dont :**

32 ○ **Coûts associés à la hausse de l'effectif de 130 ÉTC en vue de faire**  
33 **face à la croissance durable des besoins en exploitation et en**  
34 **maintenance du réseau (11,3 M\$) ;**

- 1                                   o **Ajustement économique provenant des augmentations salariales**  
2                                   **prévues aux conventions collectives et ajustement lié à l'évolution**  
3                                   **de la main-d'œuvre projetée (10,5 M\$) ;**
- 4                                   o **Hausse des autres avantages sociaux en lien avec l'augmentation**  
5                                   **des salaires de base entre 2014 et 2015 (10,3 M\$).**
- 6                                   • **Réduction du temps supplémentaire de 5,3 M\$ découlant du fait qu'en**  
7                                   **2014, le Transporteur a dû recourir de façon accrue au temps**  
8                                   **supplémentaire afin de pallier le déficit de comblement de ses effectifs,**  
9                                   **constaté jusqu'en mi année, afin d'assurer la poursuite de ses activités.**

10 9.2 Veuillez préciser le nombre d'ÉTC associés aux effectifs embauchés par le  
11 Transporteur en 2015, en excluant ceux transférés vers les unités de services partagés.

12 **R9.2**

13 **L'augmentation de 130 ÉTC entre les années historiques 2014 et 2015 est**  
14 **principalement liée aux nouvelles embauches d'effectifs et dans une moindre**  
15 **mesure à divers mouvements de personnel, par exemple des retours de congé**  
16 **de maternité et des retours d'assignations temporaires en provenance d'autres**  
17 **divisions ou unités d'Hydro-Québec.**

18 **AUTRES CHARGES**

19 **Amortissement – Radiation de projets**

20 **10. Référence :** Pièce [B-0017](#), p.10.

21 **Préambule :**

**Tableau 5**  
**Amortissement (M\$)**

<b>Composantes</b>	<b>Année historique 2015</b>	<b>Année de base 2016</b>	<b>Année témoin 2017</b>
Immobilisations corporelles en exploitation	902,9	963,2	1 007,5
Actifs incorporels	32,2	33,8	32,9
Actifs réglementaires	5,3	5,1	5,0
Retraits d'actifs	47,1	62,7	52,9
Radiation de projets	6,1	10,0	10,0
Frais reportés	(11,4)	(16,4)	(19,5)
<b>Total</b>	<b>982,2</b>	<b>1 058,4</b>	<b>1 088,8</b>

22

1 **Demandes :**

2 10.1 Veuillez présenter, pour les dix dernières années, le montant projeté, autorisé et réel  
3 des radiations de projets.

4 **R10.1**

5 **Le tableau R10.1 présente les montants projetés, autorisés et réels à titre de**  
6 **coûts liés aux radiations de projets sur l'horizon 2006 à 2015.**

**Tableau R10.1**  
**Coûts liés aux radiations de projets (M\$) – Horizon 2006 à 2015**

<b>Année</b>	<b>Montant projeté</b>	<b>Montant autorisé</b>	<b>Montant réel</b>
2006	5,1*	5,1*	6,6
2007	5,0	5,0	5,3
2008	5,7	5,7	15,2
2009	5,0	5,0	6,3
2010	10,0	10,0	10,3
2011	10,0	10,0	4,4
2012	10,0	10,0	10,7
2013	10,0	10,0	6,3
2014	10,0	10,0	15,1
2015	10,0	10,0	6,1

\* Aucune demande tarifaire n'ayant été déposée pour l'année 2006, les montants projetés et autorisés pour l'année visée représentent ceux projetés et autorisés pour l'année 2005.

7 10.2 Veuillez décrire la nature de ces radiations de projets.

8 **R10.2**

9 **Les principales causes de radiations de projets sont liées au repositionnement**  
10 **de projets et au changement de stratégie de réalisation.**

11 10.3 Veuillez expliquer la méthodologie d'établissement de la prévision de ces radiations de  
12 projets. Veuillez expliquer, le cas échéant, les changements apportés à la méthodologie  
13 et indiquer l'année tarifaire des changements apportés.

14 **R10.3**

15 **Le Transporteur établit la prévision des radiations de projets selon une**  
16 **estimation basée sur l'historique des années précédentes.**

1        **Le tableau R10.1 montre que les radiations réelles peuvent varier par rapport**  
2        **aux montants projetés. Par contre, sur l'historique des dix dernières années, le**  
3        **montant réel a été supérieur au montant projeté à sept reprises. Également, sur**  
4        **la même période, la moyenne des radiations réelles a été d'un montant de près**  
5        **de 9 M\$.**





**Réponses du Transporteur  
à la demande de renseignements no 2  
de la Régie de l'énergie  
(« Régie »)**

**Réponses 1.1 et 1.2 - Annexe A**



**Michael D. Penner**  
président du Conseil d'administration

**Lise Croteau p.i.**  
présidente-directrice générale

**Mario Laprise**  
vérificateur interne

**André Dugas**  
directeur – Vérification – Activités réglementées

**Mario Laliberté**  
directeur – Vérification – Activités non réglementées

**Joëlle Thibault**  
protectrice de la personne

**Élie Saheb**  
vice-président exécutif – Technologie

**Pierre-Luc Desgagné**  
vice-président – Affaires corporatives et secrétaire général

**Bruno Gingras**  
vice-président – Ressources humaines

**Lise Croteau**  
vice-présidente – Comptabilité et contrôle

**Jean-Hugues Lafleur**  
vice-président – Financement, trésorerie et caisse de retraite

**Robert Boulé**  
directeur principal – Télécommunications

**Guy Labelle**  
directeur – Solutions des télécommunications

**Claude Jasmin**  
directeur – Exploitation des télécommunications

**Guy Pharand**  
directeur – Maintenance TIC

**Pierre Lamothe**  
directeur – Administration et contrôle

**Jérôme Gosset**  
directeur principal – Institut de recherche d'Hydro-Québec

**Gaëtan Lantagne**  
directeur – Scientifique

**Frédéric Lagüe p.i.**  
directeur – Laboratoires

**Jean Lessard**  
directeur – Innovation technologique

**Karim Zaghib**  
directeur – Stockage et conversion d'énergie

**Patrick Truong**  
directeur principal – Technologie de l'information

**Sylvie J. Bergeron**  
directrice – Sécurité et gouvernance technologie de l'information d'entreprise

**Fabio Charbonneau**  
directeur – Solutions TIC

**Johanne Duhaime**  
directrice – Solutions intégrées SAP

**Louis Plotte**  
directeur – Centre de services technologie de l'information

**Daniel St-Pierre**  
directeur – Exploitation et mise en place technologie de l'information

**Julie Boucher**  
directrice – Affaires publiques et gouvernementales

**France Lampron**  
directrice – Électrification des transports

**Élise Proulx**  
directrice – Communications

**Myriam Truchon**  
directrice – Affaires régionales et collectivités

**Stella Leney**  
directrice principale – Environnement et affaires corporatives

**Pierre Sajdera p.i.**  
directeur – Fondation Hydro-Québec pour l'environnement

**Sandro Cellucci**  
avocat en chef et directeur principal – Affaires juridiques

**Yves Fréchette**  
directeur – Affaires juridiques – Transport et Distribution

**Nadine Ganesan**  
directrice – Affaires juridiques – Production et Equipement

**Christian Chaput**  
directeur principal – Sécurité industrielle

**Lucie Dandois**  
directrice – Ressources humaines Technologie et unités corporatives

**Nathalie Dubois**  
directrice – Services opérationnels en ressources humaines

**Mariève Larue**  
directrice – Ressources humaines Distribution et TransÉnergie

**Danielle Laurier**  
directrice – Santé et sécurité

**Nicole Leduc**  
directrice – Développement des compétences

**Patrice Périard**  
directeur – Relations du travail et rémunération globale

**Marie Saulnier**  
directrice – Performance organisationnelle

**Pierre Fortin**  
directeur principal – Analyse et gestion des risques

**Simon Bélanger**  
directeur – Risques de crédit et analyse intégrée

**Denis Giguère**  
contrôleur des processus transactionnels

**Marc-André Giguère**  
directeur – Plans et revues de gestion et Contrôle corporatif

**Nicole Lévesque**  
directrice – Expertise comptable et fiscalité

**Linda Trudeau**  
directrice – Comptabilité spécialisée et systèmes

**Nadine Thibodeau**  
directrice adjointe – États financiers

**Charles Doucet**  
directeur principal – Régime de retraite d'Hydro-Québec

**Mireille Jaeger**  
contrôleur

**Jean-François Morin**  
directeur – Technologie de l'information - Finances

**Stéphane Pépin**  
directeur – Financement international, encaisse et services financiers

**Richard Cacchione**  
président d'Hydro-Québec Production

**André Boulanger**  
président d'Hydro-Québec TransÉnergie

**Daniel Richard**  
président d'Hydro-Québec Distribution

**Réal Laporte**  
président d'Hydro-Québec Equipement et services partagés

**Steve Demers**  
vice-président – Marchés de gros

**Daniel Lauzon**  
directeur – Ressources humaines, communication et affaires autochtones

**Florence Marcassa**  
contrôleur

**Jean Matte**  
directeur – Planification de la production

**Benoît Labrecque**  
directeur – Technologies de l'information

**Sonia St-Arnaud**  
directrice – Projets de développement et stratégies

**Bernard Poulin**  
vice-président – Exploitation des équipements de production

**Jacques A. Chauvette**  
directeur régional – Mauricie et Centre-du-Québec et directeur – Production DesCascades

**Gilles Lemieux**  
directeur régional – Manicouagan et directeur – Production

**Claude Major**  
directeur régional – La Grande Rivière et directeur – Production

**Richard Perron**  
directeur régional – Saguenay–Lac-Saint-Jean et directeur – Production

**Roger Gosselin**  
directeur – Production – Beauharnois et Gatineau

**Paul-André Lévesque**  
directeur – Expertise de centrales

**Huu Phuong Nguyen**  
directeur – Barrages et infrastructures

**Donald Olivier**  
directeur – Production nucléaire (Centrale Gentry-2 en déclassement)

**Julie Sbeghen**  
directrice – Gestion des actifs et conformité réglementaire

**Marc-André Rousseau**  
directeur principal – Planification, expertise et affaires réglementaires

**Jean-Pierre Giroux**  
directeur – Planification

**Maxime Lajoie**  
directeur – Expertise

**Stéphane Verret**  
directeur – Commercialisation et Affaires réglementaires

**Sylvain Perron**  
directeur général – Société de transmission électrique de Cedars Rapids Limitée (CRT)

**Andrée Houle**  
directrice – Informatique du transport

**Pierre Paquet**  
directeur – Contrôle des mouvements d'énergie

**Louis Veci**  
directeur – Planification financière et contrôleur

**Louis-Omer Rioux**  
vice-président – Exploitation des installations

**Monique Gagnon**  
directrice – Exploitation du réseau

**Gaston Paradis**  
directeur – Installations de transport – Sud-Ouest

**Ghislain Tessier**  
directeur adjoint – Installations de transport – Sud-Ouest

**François St-Pierre**  
directeur – Plans et soutien opérationnel

**Jean-Guy Vigneault**  
directeur – Installations de transport – Nord-Est

**Marc Grondine**  
directeur adjoint – Installations de transport – Nord-Est

**Denis-Pierre Simard**  
vice-président – Réseau de distribution

**Pierre Beaudoin p.i.**  
directeur – Réseau de distribution – Laurentides

**François Brassard**  
directeur – Réseau de distribution – Montréal et Activités souterraines

**Pierre Brunet**  
directeur – Réseau de distribution – Montmorency/Matapédia Installations RNR

**Éric Chainé**  
directeur – Réseau de distribution – Richelieu

**Claudine Bouchard**  
directrice – Gestion des processus et soutien aux opérations

**Daniel Mongeon**  
directeur – Centre de gestion des activités de distribution

**Alain Sayegh**  
directeur – Encadrement réseau et planification et Réseaux autonomes

**Michèle Labrecque**  
directrice principale – Services à la clientèle

**Johanne Babin**  
directrice – Processus d'affaires

**Nathalie Hamel**  
directrice – Centre de relations clientèle

**Danielle Paquette**  
directrice – Activités spécialisées, facturation et recouvrement

**Hervé Lamarre**  
directeur principal – Clientèle d'affaires et réglementation

**Marcel Côté**  
directeur – Tarifs et conditions de service

**Rémi Dubois**  
directeur – Grands clients

**François G. Hébert**  
directeur – Affaires réglementaires et environnement

**Paul DesRoches**  
directeur principal – Projets de production

**Virgile Albert**  
administrateur de projets – Romaine 1 et 4

**Stéphane Jean**  
administrateur de projets – Romaine 2 et 3

**Richard Morissette**  
gérant de projets – Réfection

**Guy Côté**  
directeur principal – Projets de transport et construction

**Mathieu Bolullo**  
gérant de projets – Lignes de transport

**Denis Gagné**  
gérant de projets – Maintenance et bâtiments

**Anick Tremblay**  
gérante de projets – Interconnexions et compensation de réseaux

**Jacques Trépanier**  
gérant de projets – Postes

**Michel Ménard**  
directeur principal – Centre de services partagés

**Gaëtan Buccì**  
directeur – Services de transport

**Nadine Côté**  
directrice – Matériel

**Martin Perrier**  
directeur – Approvisionnement

**Régis Tellier**  
directeur – Services immobiliers

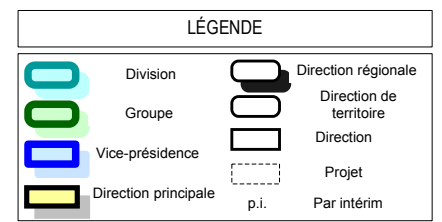
**Carole Desjardins**  
directrice – Ressources humaines et Communications

**Pierre Geoffron**  
directeur – Ingénierie de transport

**Jean-Guy Giguère**  
directeur – Participation publique, autorisations gouvernementales et sécurité

**Michael Labelle**  
directeur – Ingénierie de production

**Sylvain Pouliot**  
directeur – Administration et contrôle



**Michael D. Penner**  
président du Conseil d'administration

**Éric Martel**  
président-directeur général

**Joëlle Thibault**  
protectrice de la personne

**Mario Laprise**  
vérificateur interne

**André Dugas**  
directeur – Vérification – Juricomptabilité

**Mario Laliberté**  
directeur – Vérification – Activités non régies et administration

**Christina Schoelch p.i.**  
directrice – Vérification – Activités régies et technologies de l'information

**David Murray**  
vice-président – Technologies de l'information et des communications

**Élie Saheb**  
vice-président exécutif – Développement de l'entreprise, planification stratégique et innovation

**Pierre-Luc Desgagné**  
vice-président – Affaires corporatives et secrétaire général

**Bruno Gingras**  
vice-président – Ressources humaines

**Lise Croteau**  
vice-présidente exécutive et chef de la direction financière

**Jean-Hugues Lafleur**  
vice-président – Financement, trésorerie et caisse de retraite

**Robert Boulé**  
directeur principal – Télécommunication

**Robin Dubé**  
directeur – Maintenance TIC

**Claude Jasmin**  
directeur – Solutions et conduite du réseau de télécommunications

**Daniel St-Pierre**  
directeur principal – Exploitation des TIC

**Louis Plotte**  
directeur – Exploitation infrastructures et applications TIC

**Guy Pharand**  
directeur – Centre de services et exploitation des TIC

**Jérôme Gosset**  
directeur principal – Institut de recherche d'Hydro-Québec

**Christian Bélanger**  
directeur – Recherche scientifique - Réseau et clients

**Stéphane Lemieux**  
directeur – Recherche scientifique – Installations et équipements

**Steve Demers**  
vice-président – Développement des affaires, acquisitions et stratégies

**François Cartier**  
directeur – Acquisitions et participations

**Stella Leney**  
directrice principale – Environnement et affaires corporatives

**Karine Charest**  
directrice – Affaires corporatives et gouvernance

**Carlo Gagliardi**  
directeur – Fondation Hydro-Québec pour l'environnement

**Christian Chaput**  
directeur principal – Sécurité corporative

**Yan Hugues Boily**  
directeur – Sécurité physique

**Daniel Alvarez**  
directeur – Sécurité des TIC d'entreprise

**Patrice Périard**  
directeur – Services d'affaires en ressources humaines

**Lucie Dandois**  
directrice – Ressources humaines Technologie et unités corporatives

**Nicole Leduc**  
directrice – Services opérationnels en ressources humaines

**Vacant**  
directeur principal – Analyse et gestion des risques

**Simon Bélanger**  
directeur – Risques de crédit et analyse intégrée

**Nadhem Idoudi**  
directeur – Analyse et gestion des risques de marchés

**Lyne Desmarais**  
directrice principale – Contrôle corporatif

**Jean Lapointe**  
contrôleur HQD

**André Boucher**  
contrôleur HQT

**Charles Doucet**  
directeur principal – Régime de retraite d'Hydro-Québec

**Mireille Jaeger**  
contrôleur

**Stéphane Pépin**  
directeur – Financement international, encaisse et services financiers

**Patrick Truong**  
directeur principal – Solutions TIC

**Sylvie Bergeron**  
directrice – Solutions applications TIC

**Fabio Charbonneau**  
directeur – Solutions infrastructures et services d'entreprise TIC

**Jean-François Morin**  
directeur – Solutions systèmes d'innovation TIC

**Johanne Duhaime**  
directrice – Gouvernance des TIC

**Benoît Labrecque**  
directeur – Relations d'affaires TIC HQP – HQT – HQESP

**Guy Labelle**  
directeur – Relations d'affaires TIC HQD

**Jean-François Morin**  
directeur – Relations d'affaires TIC VPRH-VPFTR-VPAQSG-VI Groupes DFC et DEPSI

**Jean Lessard**  
directeur – Innovation technologique

**Karim Zaghib**  
directeur – Stockage et conversion d'énergie

**Louis D. Beauchemin**  
directeur principal – Gestion des filiales

**Julie Boucher**  
directrice – Affaires publiques et gouvernementales

**France Lampron**  
directrice – Electrification des transports

**Élise Proulx**  
directrice – Communications

**Myriam Truchon**  
directrice – Affaires régionales et collectivités

**Anne Bourget**  
directrice adjointe – Affaires régionales – Est-du-Québec

**Sandro Cellucci**  
avocat en chef et directeur principal – Affaires juridiques

**Yves Fréchette**  
directeur – Affaires juridiques – Transport et Distribution

**Nadine Ganesan**  
directrice – Affaires juridiques – Production et Équipement

**Danielle Laurier**  
directrice – Santé et sécurité

**Marlene Larue**  
directrice – Développement des compétences

**Dominic Roy**  
directeur – Conditions et relations du travail

**Mélanie Presseault**  
directrice – Rémunération globale

**Marie Saulnier**  
directrice – Performance organisationnelle

**Marc-André Giguère**  
directeur – Plans et revues de gestion et États financiers

**Michaël Rannou**  
directeur adjoint – Plans et revues de gestion

**Nadine Thibodeau**  
directrice adjointe – États financiers

**Linda Trudeau**  
directrice – Comptabilité spécialisée et systèmes

**Nicole Lévesque**  
directrice – Expertise comptable et fiscalité

**Pierre Lamothe**  
contrôleur Groupe DEPSI et VPTIC

**Sylvain Pouliot**  
contrôleur HQESP

**Florence Marcassa**  
contrôleur HQP

**Denis Giguère**  
contrôleur des processus transactionnels du Groupe DFC et des unités corporatives

**Benoît Guérard**  
directeur adjoint – Contrôle des processus transactionnels

**Richard Cacchione**  
président d'Hydro-Québec Production

**Marc Boucher**  
président d'Hydro-Québec TransÉnergie

**Daniel Richard**  
président d'Hydro-Québec Distribution

**Réal Laporte**  
président d'Hydro-Québec Équipement et services partagés

**Simon Bergevin**  
directeur – Parquet de transactions énergétiques

**Daniel Lauzon**  
directeur – Ressources humaines, communication et affaires autochtones

**Jean Matte**  
directeur – Planification de la production

**Sonia St-Arnaud**  
directrice – Projets de développement et stratégies

**Bernard Poulin**  
vice-président – Exploitation des équipements de production

**Jacques A. Chauvette**  
directeur régional – Mauricie et Centre-du-Québec et directeur – Production DesCascades

**Gilles Lemieux**  
directeur régional – Manicouagan et directeur – Production

**Claude Major**  
directeur régional – La Grande Rivière et directeur – Production

**Richard Perron**  
directeur régional – Saguenay-Lac-Saint-Jean et directeur – Production

**Roger Gosselin**  
directeur – Production – Beauharnois et Gatineau

**Paul-André Lévesque**  
directeur – Expertise de centrales

**Josée Boudreault**  
directrice – Barrages et infrastructures

**Donald Olivier**  
directeur – Installations de Gentilly-2 (Centrale Gentilly-2 en déclassement)

**Julie Sbeghen**  
directrice – Gestion des actifs et conformité réglementaire

**Marc-André Rousseau**  
directeur principal – Planification, expertise et soutien opérationnel

**Jean-Pierre Giroux**  
directeur – Planification

**Maxime Lajoie**  
directeur – Expertise et soutien opérationnel

**Ghislain Tessier**  
directeur – Planification opérationnelle et processus d'affaires

**Louis Veci**  
directeur principal – Exploitation des installations

**Gaston Paradis**  
directeur – Installations de transport – Sud-Ouest

**Vacant**  
directeur adjoint – Installations de transport – Sud-Ouest

**François St-Pierre**  
directeur – Lignes de transport, services spécialisés et sécurité

**Jean-Guy Vigneault**  
directeur – Installations de transport – Nord-Est

**Marc Grondine**  
directeur adjoint – Installations de transport – Nord-Est

**François Brassard**  
directeur principal – Contrôle des mouvements d'énergie et exploitation du réseau

**Stéphane Desbiens**  
directeur – Contrôle des mouvements d'énergie

**Monique Gagnon**  
directrice – Exploitation du réseau

**Sylvain Clermont**  
directeur – Normes de fiabilité et conformité réglementaire

**Denis-Pierre Simard**  
vice-président – Réseau de distribution

**Michèle Labrecque**  
directrice principale – Processus et coordination

**Christiane Simard**  
directrice – Gestion des processus et soutien aux opérations

**Pierre Brunet**  
directeur – Centre de gestion des activités de distribution

**Daniel Mongeon**  
directeur – Coordination et gouvernance

**Pierre Beaudoin p.i.**  
directeur – Réseau de distribution – Laurentides

**Claudine Bouchard**  
directrice – Réseau de distribution – Montréal et Activités souterraines

**Nadine Côté**  
directrice – Réseau de distribution – Montmorency/Matapédia Installations RNR

**Éric Chainé**  
directeur – Réseau de distribution – Richelieu

**Alain Sayegh**  
directeur – Encadrement réseau et planification

**Éric Filion**  
vice-président – Clientèle

**Hervé Lamarre**  
directeur principal – Clientèle d'affaires et réglementation

**Marcel Côté**  
directeur – Tarifs et conditions de service

**Rémi Dubois**  
directeur – Grands clients

**François G. Hébert**  
directeur – Affaires réglementaires et environnement

**Johanne Babin**  
directrice – Infrastructure de mesurage et solutions technologiques

**Steve Potvin p.i.**  
directeur – Processus d'affaires

**Nathalie Hamel**  
directrice – Centre de relations clientèle

**Danielle Paquette**  
directrice – Activités spécialisées, facturation et recouvrement

**Paul DesRoches**  
directeur principal – Projets de production

**Virgile Albert**  
administrateur de projets – Romaine 1 et 4

**Stéphane Jean**  
administrateur de projets – Romaine 2 et 3

**Richard Morissette**  
gérant de projets – Réfection

**Guy Côté**  
directeur principal – Projets de transport et construction

**Mathieu Bolullo**  
gérant de projets – Lignes de transport

**Denis Gagné**  
gérant de projets – Maintenance et bâtiments

**Anick Tremblay**  
gérante de projets – Interconnexions et compensation de réseaux

**Jacques Trépanier**  
gérant de projets – Postes

**Michel Ménard**  
directeur principal – Centre de services partagés

**Gaétan Bucci**  
directeur – Services de transport

**François Paradis p.i.**  
directeur – Matériel

**Régis Tellier**  
directeur – Services immobiliers

**Mario Albert**  
directeur principal – Approvisionnement stratégique

**Martin Perrier**  
Directeur – Approvisionnement

**Carole Desjardins**  
directrice – Ressources humaines et Communications

**Pierre Geoffron**  
directeur – Ingénierie de transport

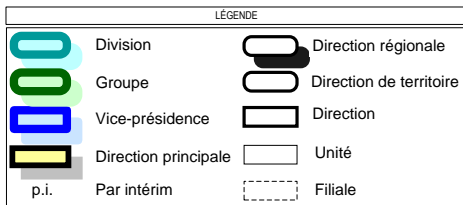
**Jean-Guy Giguère**  
directeur – Participation publique, autorisations gouvernementales et sécurité

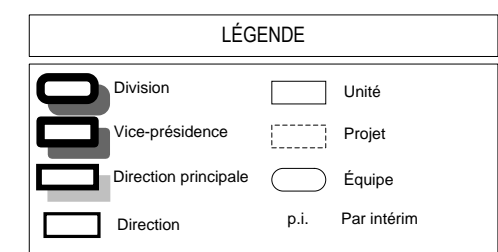
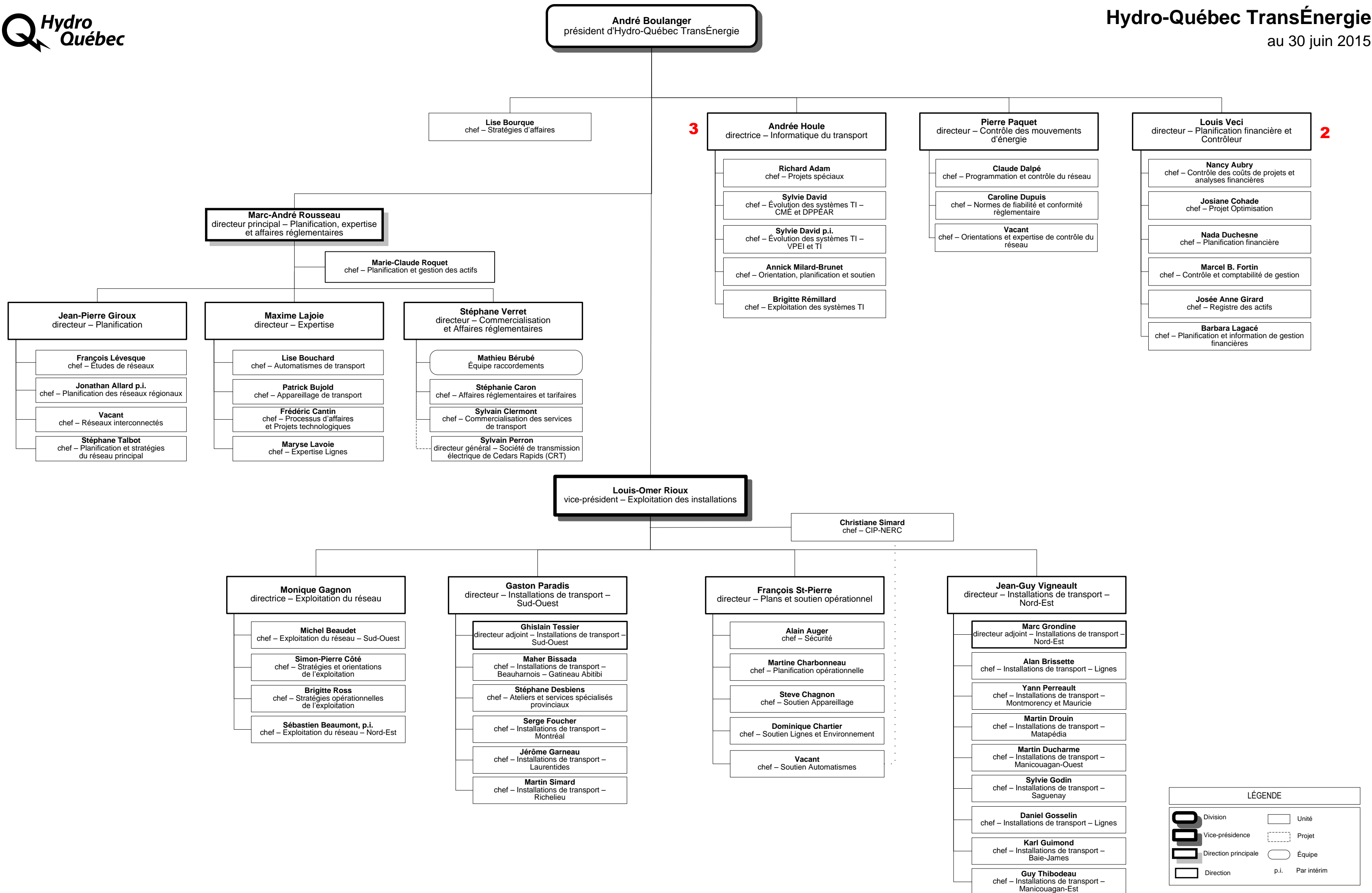
**Michael Labelle**  
directeur – Ingénierie de production

**Stéphane Verret**  
directeur – Commercialisation et affaires réglementaires

**Sophie Paquette**  
directrice générale – Société de transmission électrique de Cedars Rapids Limitée (CRT)

**Hani Zayat**  
directeur – Approvisionnement en électricité





**Marc Boucher**  
président d'Hydro-Québec TransÉnergie

**Marc-André Rousseau**  
directeur principal – Planification, expertise et soutien opérationnel

**Marie-Claude Roquet**  
chef – Planification et gestion des actifs

**Louis Veci**  
directeur principal – Exploitation des installations

**François Brassard**  
directeur principal – Contrôle des mouvements d'énergie et exploitation du réseau

**Jean-Pierre Giroux**  
directeur – Planification

**Maxime Lajoie**  
directeur – Expertise et soutien opérationnel

**Ghislain Tessier**  
directeur – Planification opérationnelle et processus d'affaires

**Gaston Paradis**  
directeur – Installations de transport – Sud-Ouest

**François St-Pierre**  
directeur – Lignes de transport, services spécialisés et sécurité

**Jean-Guy Vigneault**  
directeur – Installations de transport – Nord-Est

**Stéphane Desbiens**  
directeur – Contrôle des mouvements d'énergie

- François Lévesque**  
chef – Études de réseaux
- Patrick Bujold**  
chef – Planification des réseaux régionaux
- Vacant**  
chef de projets – Réseaux interconnectés
- Stéphane Talbot**  
chef – Planification et stratégies du réseau principal

- Lise Bouchard**  
chef – Expertise et soutien automatisés
- Steve Chagnon**  
chef – Expertise et soutien appareillage
- Dominique Chartier**  
chef – Expertise et soutien lignes, civil et environnement

- Martine Charbonneau**  
chef – Planification opérationnelle
- Frédéric Cantin**  
chef – Processus d'affaires et projets technologiques
- Vacant**  
chef – Excellence opérationnelle
- Johanne Lapointe**  
Équipe Gestion de l'information technique

- vacant**  
directeur adjoint – Installations de transport – Sud-Ouest
- Maïer Bissada**  
chef – Installations de transport – Beauharnois – Gatineau Abitibi
- Martin Simard**  
chef – Installations de transport – Richelieu
- Serge Foucher**  
chef – Installations de transport – Montréal
- Jérôme Garneau**  
chef – Installations de transport – Laurentides

- Philippe Renaud p.i.**  
chef – Sécurité
- Daniel Gosselin**  
chef – Installations de transport Lignes
- Alan Brissette**  
chef – Installations de transport Lignes
- Maxime Grondin p.i.**  
chef – Ateliers et services spécialisés provinciaux

- Marc Grondine**  
directeur adjoint – Installations de transport – Nord-Est
- Karl Guimond**  
chef – Installations de transport – Baie-James
- Yann Perreault**  
chef – Installations de transport – Montmorency et Mauricie
- Martin Drouin**  
chef – Installations de transport – Matapédia
- Martin Ducharme**  
chef – Installations de transport – Manicouagan-Ouest
- Sylvie Godin**  
chef – Installations de transport – Saguenay
- Guy Thibaudeau**  
chef – Installations de transport – Manicouagan-Est

- Maxime Nadeau**  
chef – Programmation et contrôle du réseau
- Daniel Lefebvre**  
chef – Orientations et expertise de contrôle du réseau

**Monique Gagnon**  
directrice – Exploitation du réseau

- Sébastien Beaumont**  
chef – Exploitation du réseau – Nord-Est
- Michel Beaudet**  
chef – Exploitation du réseau – Sud-Ouest
- Brigitte Ross**  
chef – Stratégies opérationnelles de l'exploitation
- Simon-Pierre Côté**  
chef – Stratégies et orientations de l'exploitation

**Sylvain Clermont**  
directeur – Normes de fiabilité et conformité réglementaire

- Caroline Dupuis**  
chef – Norme de fiabilité et conformité réglementaire
- Martin Boisvert p.i.**  
chef – CIP-NERC

**Stéphane Verret**  
directeur – Commercialisation et affaires réglementaires

- Mathieu Bérubé**  
Équipe Raccordements
- Stéphanie Caron**  
chef – Affaires réglementaires et tarifaires
- Hugues Moisan p.i.**  
chef – Commercialisation des services de transport
- Sophie Paquette**  
directrice générale – Société de transmission électrique de Cedars Rapids Limitée (CRT)

